

[FENÊTRES] SUR COURS



SNUipp - FSU
HEBDOMADAIRE
N°368
10 MAI 2012
ISSN1241-0497

MILLE ET UNE NUITS,
MILLE ET UN RÉCITS
Les résultats
du concours

ENTRETIEN
Marie-Rose
Moro

L'école,
une priorité

A LA UNE
L'école,
une priorité



SOMMAIRE

5

L'ENFANT A L'ÉCOLEALERTE À LA POLLUTION
DE L'AIR À L'ÉCOLE

6

L'ACTU SYNDICALE ET SOCIALE

L'ÉCOLE, UNE PRIORITÉ

10

GRAND ANGLE

LE PARIS DE LA MIXITÉ SOCIALE

12

DOSSIERTRANSFORMER L'ÉCOLE,
PAS SANS LES ENSEIGNANTS

18

MÉTIERMILLE ET UNE NUITS, MILLE
ET UN RÉCITS : LES RÉSULTATS
DU CONCOURS

24

RESSOURCESCITÉ DE L'IMMIGRATION :
HISTOIRES DE VIES D'IMMIGRÉS

28

AUTOUR DE L'ÉCOLE

OZP : LA MATURITÉ DES PRE

30

GRAND INTERVIEW

MARIE-ROSE MORO

Un nouveau souffle



Les Français ont donc tranché. Sans ambiguïté, ils ont exprimé leur souhait de tourner la page. Et maintenant ? Plusieurs chantiers d'importance doivent s'ouvrir et parmi eux celui de l'éducation. Notre pays a grandement besoin de solidarité, de justice sociale pour améliorer les conditions de vie des familles les plus défavorisées. Leurs enfants dans nos classes ont été trop souvent les laissés-pour-compte de politiques inégalitaires. Chacun sait aussi que la société a besoin de retrouver de la sérénité et du lien. Alors que les divisions ont été attisées, l'éducation constitue une formidable terreau pour construire un vivre ensemble prometteur et épanouissant : en somme, faire société plutôt que sécession.

L'école, hier asphyxiée, doit retrouver un nouveau souffle. Pour qu'elle tienne sa promesse démocratique de ne laisser aucun élève sur le bord du chemin, des transformations sont indispensables. Le SNUipp-FSU porte des propositions concrètes. Certaines ont été reprises dans les projets politiques : plus de maîtres que de classes, travail en équipe, formation professionnelle, reconnaissance salariale...

Avec le nouvel exécutif, le SNUipp restera un interlocuteur exigeant et combatif notamment pour discuter des mesures concrètes mettant en œuvre cette transformation. Pour avancer, il faudra redonner de l'envie et de la confiance. Notre école doit s'appuyer sur ceux qui la font vivre, leur expertise, leur fierté professionnelle. Il faudra fixer des objectifs clairs et s'y tenir. Dans ce sens, le SNUipp-FSU souhaite que le futur pouvoir législatif se réunisse dès cet été pour modifier le budget portant les conditions de la rentrée.



Sébastien Sihr

[FENÊTRES]
SUR COURS

Hebdomadaire du syndicat national
unitaire des instituteurs, professeurs
des écoles et PEGC
128 boulevard Blanqui 75013 Paris
Tél. : 01 44 08 69 30
E-mail : fsc@snuipp.fr

Directeur de la publication : Sébastien Sihr
Rédaction : Marianne Baby, Ginette Bret,
Lydie Buguet, Judith Fouillard, Claude Gautheron,
Pierre Magnetto, Vincent Martinez, Philippe Miquel,
Jacques Mucchielli, Catherine Saulais,
Sébastien Sihr.
Conception graphique : Acte Là !

Impression : SIEP Bois-le-Roi
Régie publicité : Mistral Media
365 rue Vaugirard 75015 Paris
Tél. : 01 40 02 99 00
Prix du numéro : 1 euro Abonnement : 23 euros
ISSN 1241 0497 / CPPAP 0415 S 07284
Adhérent du syndicat de la presse sociale

Alerte à la pollution de l'air à l'école

Selon une étude de l'Inserm, près d'un enfant sur trois évolue à l'école dans un air qui n'est pas bon et qui risque d'augmenter la survenance d'asthmes et de rhinites allergiques.

Attention à la mauvaise qualité de l'air dans les écoles! C'est la mise en garde qu'a fait l'Inserm suite à la publication fin mars d'une étude de l'équipe épidémiologique des maladies allergiques et respiratoires. L'objectif de l'étude, qui a porté sur 9590 enfants âgés de 10 ans en moyenne dans 108 écoles primaires, consistait à évaluer l'exposition de ces enfants aux principaux polluants de l'air dans les classes et à analyser le lien avec le développement de l'asthme ou de rhinites. Les chercheurs ont observé pendant une année scolaire les concentrations de différents polluants atmosphériques*. «*En parallèle, l'équipe de recherche a étudié les signes cliniques des enfants grâce aux données recueillies lors d'une visite médicale*», a expliqué l'Institut. Ces données ont été complétées par un questionnaire rempli par les parents.

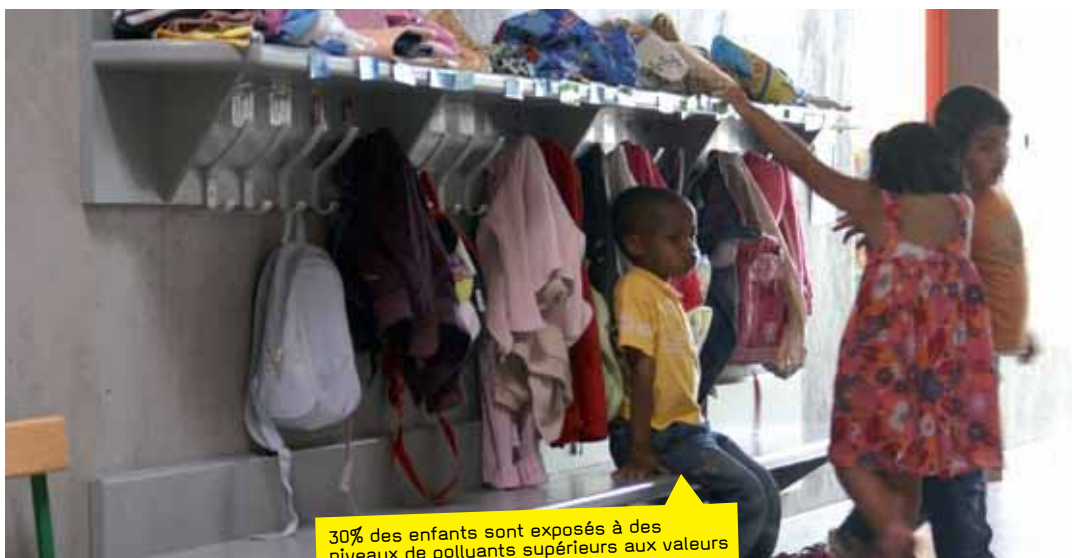
Que montre l'étude ?

Selon les résultats de l'enquête, 30% des enfants sont exposés à des niveaux de polluants supé-

rieurs aux valeurs guides de l'OMS et de l'ANSES**. Par ailleurs, les chercheurs ont observé que les rhinites sont associées de manière significative à des taux forts de certains polluants et qu'il existe une augmentation de la prévalence de l'asthme dans les classes avec des taux élevés de certaines particules fines. Conclusion: «*la mauvaise qualité de l'air intérieur pourrait à terme détériorer la santé allergique et respiratoire des enfants qui passent en moyenne 8h par jour à l'école. Il est donc important de maintenir une bonne qualité de l'air en classe*». Différents facteurs interviennent sur le niveau de pollution: mauvaise ventilation avec filtres, état des bâtiments, travaux, proximité d'axes routiers... Autant de facteurs qu'il faudrait réduire autant que possible. LYDIE BUGUET

*les particules fines de diamètre inférieur à 2,5 micromètre (PM2.5), le dioxyde d'azote (NO2) et 3 aldéhydes (présents dans les produits d'entretien, de combustion, de construction, de décoration)

** Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail



30% des enfants sont exposés à des niveaux de polluants supérieurs aux valeurs guides de l'OMS et de l'ANSES.

APPEL AUX DONNS

ALERTE SUR LE SAHEL

Une grave crise alimentaire et nutritionnelle se profile dans la région du Sahel, où plus de 10 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire. En 2012, l'UNICEF s'attend à devoir prendre en charge plus d'un million d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. L'Unicef fait un appel aux dons.

<http://www.unicef.fr/boutique/don/urgences-nutritionnelles>

SENS DES MOTS

DÈS 6 MOIS !



Les bébés de 6 mois ne parlent pas, soit. Mais des chercheurs de Pennsylvanie viennent de montrer qu'à 6 mois, un bébé comprend le sens de nombreux mots communs. Ils ont observé que quand un des parents prononce plusieurs fois le nom d'un objet, pomme par exemple, l'attention du bébé se porte sur l'objet.

ENVIRONNEMENT

«VERTS» À 15 ANS ?

L'OCDE a édité un focus de l'enquête PISA sur les connaissances des jeunes de 15 ans en matière d'environnement afin de définir si demain ils seront des adultes capables de relever les défis sur ces questions. 19% des élèves se classent au plus haut niveau de l'échelle de compétence en la matière. Ils sont capables d'identifier, d'expliquer et d'appliquer des connaissances scientifiques liées à différentes thématiques environnementales. A l'autre extrémité de l'échelle, 16% d'élèves se situent en deça du niveau seuil. Les résultats des élèves français sont un peu en dessous de la moyenne de l'OCDE.

<http://www.oecd.org/dataoecd/61/27/50160261.pdf>

BÉNIN

e-LEARNING AFRICA

Du 23 au 25 mai, le Bénin accueillera la 7^e conférence e-Learning Africa. Alors que les disparités économiques entre les différents pays africains influent sur le développement numérique et l'installation de réseaux filaires, l'essor des technologies mobiles sur le continent représente une opportunité de développer le e-Learning. Avec 735 millions d'Africains ayant accès à une connectivité mobile, les applications éducatives ne cessent de se développer.

ESPAGNE

MANIFESTATIONS CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Une nouvelle journée de manifestation a secoué l'Espagne dimanche 29 avril suite à l'annonce de nouvelles mesures d'austérité. La 4^e économie de la zone euro prévoit d'effectuer 27

milliards d'euros d'économies et d'amputer les budgets santé et éducation de 10 milliards supplémentaires. Ainsi, le temps de travail des enseignants va être augmenté et les frais d'inscription à l'université majorés de 50%, dans un pays au taux de chômage de près de 25%, du double chez les jeunes.

ALLEMAGNE

500 MILLIONS POUR LA FORMATION

Le gouvernement allemand vient de lancer une « offensive qualité » pour la formation des enseignants, financée 500 millions d'euros sur 10 ans. Alors que la moitié des enseignants allemands estime que les cours sont devenus « plus éprouvants ces dernières années ». La ministre de l'éducation, Annette Schavan, a déclaré que « la formation des enseignants doit recevoir l'importance qu'elle mérite ».

DIRECTION ET RÉUSSITE DES ÉLÈVES

L'Institut français de l'éducation (Ifé) vient de publier une étude* intitulée « *Quels leaderships pour la réussite de tous les élèves* », conduite par Laure Endrizzi et Rémi Thibert, chargés d'étude et de recherche au service Veille et analyses de l'Ifé. Une question domine le dossier : comment le partage des responsabilités au niveau de la direction d'un établissement scolaire peut-il favoriser la réussite des élèves ? En s'appuyant sur les recherches récentes menées en France et dans les pays de l'OCDE, cette étude fait le point sur les métiers de « direction », ou « leadership », en matière d'éducation. Elle met en évidence la généralisation progressive d'un modèle de direction au service des apprentissages, dans des établissements bénéficiant partout d'une autonomie croissante tout en étant davantage tenus de rendre compte de leurs performances. Ce modèle ne correspond pas au modèle français dans lequel les enseignants restent attachés à la liberté pédagogique. Malgré des variations importantes selon les pays et quels que soient les modes de direction adoptés, la position clé du chef d'établissement est partout réaffirmée, non plus seulement pour gérer l'école, mais aussi pour promouvoir une dynamique pédagogique collective : c'est l'engagement conjoint des équipes de direction et des équipes enseignantes qui garantit une meilleure réussite des élèves. Cette étude dépasse de loin les effets de structures premier et second degré tant les principes de col-légialité, de responsabilité collective, de promotion du bien-être individuel et social, d'objectifs communs prévalent dans la plupart des pays cités et pour tous les âges des élèves. GINETTE BRET

<http://ife.ens-lyon.fr/vst/DA-Veille/73-avril-2012.pdf>

Pierre-Yves Madignier, Président d'ATD quart monde

3 QUESTIONS A



« Lutter contre des idées fausses »

Votre plaquette dénonce les idées fausses sur la pauvreté. Pourquoi une telle démarche ?*

Depuis quelques temps, on assiste à une campagne de stigmatisation des personnes les plus pauvres comme si c'était un choix volontaire de vivre dans la misère. Or, on sait bien qu'il n'en est rien, au moins depuis le rapport fait par Joseph Wresinski en 1987 au Conseil économique et social. Il montrait que la grande pauvreté relève d'un ensemble de difficultés relatives au logement, à l'emploi, la santé, l'école... Ces attaques extrêmement

injustes font d'autant plus de dégâts qu'elles sont reprises à un haut niveau de responsabilité politique. Notre plaquette donne des éléments pour alimenter des discussions entre citoyens, entre amis, en famille, afin de lutter contre des idées fausses qui malgré tout font mouche.

La campagne électorale a-t-elle donné lieu à la propagation de certaines de ces idées fausses ?

Certains propos sont intolérables. En s'attaquant aux plus faibles, on abîme l'ensemble de la société. On entend par exemple « s'il y avait

moins d'immigrés, il y aurait moins de pauvres », or la présence des immigrés contribue à la création de richesses et d'emplois en France. Avec ce type de discours, on ne peut arriver qu'à la violence. Les propos négatifs que nous avons relevés prédisposent au défaitisme à l'inverse de la mobilisation citoyenne. L'enjeu est que la société dans son ensemble se retrousse les manches pour détruire cette misère.

Vous abordez aussi le domaine de l'école

L'idée selon laquelle les enfants échouent à l'école parce que leurs

parents s'en désintéressent est répandue. Les parents défavorisés sont autant soucieux que les autres de la réussite de leurs enfants mais ils ont souvent peur de l'école, marqués par l'échec qu'ils y ont rencontré. Un travail important est à mener pour lever cette incompréhension. C'est l'esprit des propositions formulées dans la plate-forme « Construire ensemble la réussite de tous » réalisée en partenariat avec le SNUipp notamment. PHILIPPE MIQUEL

[Téléchargeable sur http://www.atd-quartmonde.fr/Les-idees-fausses-ca-suffit.html](http://www.atd-quartmonde.fr/Les-idees-fausses-ca-suffit.html)

L'école, une priorité

Alors que l'élection de François Hollande met un terme à une période qui a bousculé l'école, la réussite de tous les élèves doit redevenir l'enjeu de la politique éducative.

La pluie d'enclumes qui s'est abattue sur l'école il y a cinq ans a cessé soudainement. Nicolas Sarkozy battu à l'élection présidentielle, c'est la perspective, rendue possible, d'un changement de cap dans l'éducation nationale. Une bouffée d'air, car, faut-il le rappeler, le pilotage du ministère par Xavier Darcos puis Luc Châtel a été dur et orienté par la priorité faite aux économies budgétaires avec comme boussole les seuls chiffres.

L'éducation aura été un sujet important de la campagne électorale. Dès sa victoire, François Hollande a confirmé sa volonté de faire de ce sujet une priorité. Pour le SNUipp, mettre fin à la suppression d'un fonctionnaire sur deux est une première exigence. Autres urgences, la formation des maîtres

et les conditions d'une rentrée qui s'annonce tendue. L'adoption d'un collectif budgétaire est d'ores et déjà indispensable pour faire face aux premières créations de postes.

Le nouveau gouvernement va prendre en charge un système éducatif en mauvais état, dont les enseignants ont été malmenés et vis-à-vis duquel les familles ont des attentes fortes. Il existe un attachement consensuel à l'école, terreau pour la reconstruction et la transformation de l'école ? Un défi d'ampleur et dont la solution ne pourra venir de décisions prises dans la précipitation et de façon unilatérale. Les organisations syndicales sont des partenaires incontournables et utiles des évolutions nécessaires non parce qu'elles seraient propriétaires de l'école mais parce qu'elles sont représen-

tatives des professionnels que sont les enseignants. La période qui s'ouvre doit être celle de la réussite de tous les élèves. Les résultats du premier tour, dont ceux du Front national, ont montré l'enjeu démocratique que revêt le parcours scolaire et la capacité du système à ne laisser aucun élève sortir sans une qualification de qualité. C'est un défi pour le système éducatif dans lequel les enseignants ont leur rôle à jouer. LYDIE BUGUET

1^{ER} MAI : DES DÉFILÉS PARTOUT EN FRANCE

Ce sont près de 750 000 personnes qui ont défilé dans près de trois cents villes de France à l'occasion du 1^{er} mai, journée internationale dédiée aux luttes du monde du travail. Ils étaient par exemple 5 000 à Montpellier, 6 000 à Rouen, 10 000 à Nancy, et plusieurs dizaines de milliers à Toulouse et Marseille, rassemblés derrière des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Non à l'austérité. Progrès social. Paix. Solidarité dans le monde entier ». Ces manifestations situées entre les deux tours de l'élection présidentielle ont pris un caractère symbolique. « Dis papa, ton travail, est-ce que c'est un vrai travail ? » interrogeait la pancarte d'une petite manifestante... Une façon de railler le rassemblement organisé par Nicolas Sarkozy pour le « vrai travail » au Trocadéro, initiative qualifiée de « provocation » par Bernadette Groison, la secrétaire générale de la FSU.




François Hollande a affirmé au soir de son élection que l'éducation serait une priorité de son quinquennat.



PRÉSIDENTIELLE

LE SNUIPP PROPOSE

Le SNUipp a élaboré une plate-forme de ses propositions sur l'école. Une base de réflexion qui nourrira les discussions qui auront lieu avec le nouveau gouvernement.

 Rubrique Le syndicat/
Les campagnes

RETRAITES

LE COLLECTIF S'ENGAGE

Les pensions de retraite ont été revalorisées de 2,1% au 1^{er} avril. Se basant sur une prévision d'inflation à 1,8%, la direction de la sécurité sociale a en outre accordé +0,3% de rattrapage. Alors que les dépenses contraintes ont augmenté de plus de 4% en 2011, cette revalorisation a été qualifiée d'insignifiante par la FSU qui estime que les retraités continuent de subir une dégradation de leur niveau de vie. La fédération exige une véritable revalorisation des pensions et leur indexation sur les salaires.

HARCÈLEMENT

LOI ABROGÉE

Vingt ans après avoir été votée, la loi sur le harcèlement sexuel a été abrogée par le Conseil constitutionnel. Une aberration car cela pénalise les plaignants dans les procédures en cours, crée un vide juridique et donne un très mauvais signal notamment en matière de lutte contre les violences faites aux femmes. Les organisations féministes et syndicales dont la FSU demandent une réforme des dispositions juridiques en la matière.

4678

CLASSE UNIQUE

C'est le nombre d'écoles à classe unique encore ouvertes à la rentrée 2011 sur les 7614 qui existaient en 2002. De 1999 à 2011, le nombre d'écoles a donc diminué sur l'ensemble du territoire de 5562 unités (53506 écoles en 99) soit -10,4%. Ainsi, plus de la moitié de la baisse du nombre d'écoles s'explique par des fermetures d'écoles à classe unique. (Source MEN).

MUTATION

LES EXEAT / INEAT, C'EST MAINTENANT !

C'est actuellement que se constituent les dossiers de mutation par la voie des ineat-exeat. Les élus du personnel du SNUipp sont, dans chaque département, à votre disposition pour vous aider. Ne pas oublier de leur adresser un double de votre demande.

Rubrique [La carrière/Mutations-CAPN](#)



EN BREF

STATISTIQUES

UN COLLECTIF DE DÉCHIFFREURS

Dénonçant les « publications bloquées » et « statistiques détournées » par l'éducation nationale, un collectif de « déchiffreurs » réclame la publication de statistiques « indépendantes » et de données « rigoureuses » qui puissent permettre un débat « pluraliste et démocratique » sur l'éducation. Chiffres de l'Insee et de Depp à l'appui, ils recensent une hausse de près de 50 000 élèves dans le 2nd degré et de 14 000 dans le primaire ces 3 dernières années alors que le ministère comptabilise 400 000 élèves en moins depuis 10 ans.

Plus d'infos sur <http://www.lesdechiffreurs.com/>

PRIME ECLAIR

UNE MÊME INDEMNITÉ POUR TOUS

L'indemnité spécifique mise en place pour les enseignants des programmes ECLAIR prévoit qu'une part modulable annuelle serait attribuée aux enseignants selon leur « investissement particulier ». Ces critères, non définis par les DASEN, feraient osciller la part

modulable de 0€ à 2400€ par enseignant... Le SNUipp-FSU continue de s'adresser au ministère afin que le volume global de la part modulable permette une répartition équitable entre les enseignants et invite les équipes à signer une motion en conseil des maîtres.

AIDE PERSONNALISÉE

OPÉRATION VÉRITÉ



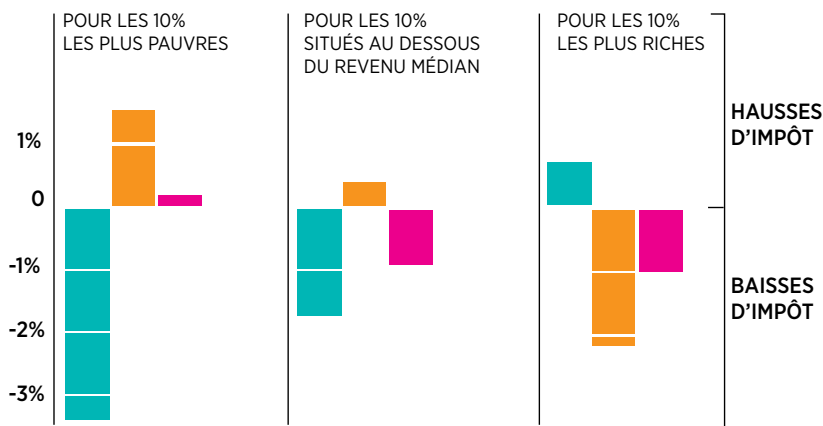
Le SNUipp-FSU a mis sur son site une enquête en ligne afin que les enseignants donnent leur avis sur l'aide personnalisée. Destiné à diviser par 3 l'échec scolaire en 5 ans, ce dispositif a surtout bouleversé le rythme des élèves et l'organisation des écoles. Les résultats de l'enquête, qui a déjà recueilli près de 17 000 réponses seront rendus publics en juin. Ils permettront au SNUipp-FSU de porter l'avis des enseignants lors des discussions à venir.

A remplir sur snuipp.fr.

SIX FOIS PLUS DE BAISSÉ D'IMPÔT POUR LES PLUS RICHES EN DIX ANS

L'ÉVOLUTION DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES PAR NIVEAU DE REVENUS

- 1997-2002 (gouvernement Jospin)
- 1997-2002 (2^e quinquennat Chirac)
- 2007-2012 (quinquennat Sarkozy)



CHAMP : ENSEMBLE DES INDIVIDUS DE 18 À 65 ANS. TRAVAILLANT AU MOINS 85% DU TEMPS PLEIN
IDÉ / SOURCE : INSTITUT DES POLITIQUES PUBLIQUES

> Selon l'Institut des politiques publiques, depuis 2002, les 1% des ménages les plus aisés du pays ont six fois plus profité des baisses d'impôt que la moyenne des Français. L'IPP estime dans un rapport rendu public en avril, que leur taux d'imposition a été réduit de 3,6 points en dix ans contre 0,6 points en moyenne.

Evaluations CE1 et CM2 : la dernière séance ?

Le SNUipp demande la révision complète du dispositif d'évaluations nationales et la suppression dès cette année de la procédure de collecte et de transmission des résultats.

Au vu du contexte politique, les évaluations nationales prévues en mai par le ministère ont pris du plomb dans l'aile. Du 21 au 25 mai, tous les enseignants de CE1 et de CM2 sont en principe invités à organiser les épreuves dans leurs classes puis à les corriger pour remontée au ministère. D'ores et déjà, le SNUipp demande l'abandon de la phase de collecte et de transmission des résultats et se rapproche des autres organisations pour organiser une démarche unitaire. En effet, à quoi bon mettre en place un dispositif si lourd alors qu'il est reconnu inadapté par la majorité des professionnels, des parents d'élèves, des chercheurs ? Dans un rapport cinglant daté de septembre 2011, le Haut Conseil à l'Éducation dénonçait « des indicateurs partiels, peu exigeants » ainsi que la confusion faite entre des évaluations utiles aux enseignants et celles destinées au pilotage du système. Une position partagée par le SNUipp qui n'a eu de cesse de dénoncer depuis leur mise en place des outils d'évaluation scientifiquement contestables et totalement impropres à aider les enseignants à faire progresser leurs élèves. Les milliers de livrets imprimés sont déjà parvenus dans les circonscriptions. Les équipes peuvent toujours les utiliser comme ressources pour



Près de 1 500 000 enfants de CE1 et de CM2 sont concernés par les évaluations nationales.

mesurer les acquisitions des élèves en sélectionnant les items qui leur semblent pertinents. Le SNUipp s'adressera au nouveau ministre dès sa nomination pour demander une remise à plat complète du dispositif d'évaluation qui doit devenir un instrument fiable et utile aux élèves et aux enseignants. PHILIPPE MIQUEL

LIVRET DE COMPÉTENCES

LPC : NON À L'USINE À CASES

En cette fin d'année scolaire, les enseignants des écoles vont être confrontés à la mise en place du livret personnel de compétences (LPC). 46 items à renseigner pour les élèves de CE1, 110 pour ceux de CM2. Cette nouvelle demande institutionnelle qui témoigne du changement de nature de l'évaluation opéré au cours de la dernière décennie a de quoi dérouter les enseignants qui renseignent déjà les livrets scolaires à destination des familles. Une évaluation incohérente qui tourne à l'usine à cases. A cela s'ajoute dans certains départements la mise en œuvre du LPC numérique qui impose une charge de travail supplémentaire aux directeurs, qui avec leur clé OTP sont les seuls à pouvoir saisir les résultats. Inacceptable d'autant que les questions éthiques se posent aussi. Le SNUipp poursuivra sa vigilance et réaffirme son opposition à tout fichage centralisé. Le SNUipp-FSU appelle à ne pas renseigner le LPC et à faire signer massivement la motion par les conseils des maîtres. http://www.snuipp.fr/IMG/pdf/lettre_aux_parents_et_motion_conseil_des_maitres.pdf

CREUSE

EVS VICTORIEUX AUX PRUD'HOMMES

19 EVS ont gagné leur procès devant le tribunal des prud'hommes de Guéret pour absence de formation. Après avoir rappelé à plusieurs reprises que l'Etat ne pouvait s'exonérer de ses obligations d'employeur en ce domaine, le SNUipp-FSU 23 a décidé d'accompagner ces salariés aux prud'hommes. Le tribunal leur a donné raison en requalifiant leur CDD en CDI et en condamnant l'employeur à leur verser des indemnités. Une première victoire en Creuse qui rappelle que l'école ne peut se satisfaire de la précarité de ces emplois.

SEINE ET MARNE

URGENCE ÉCOLES

La situation des écoles est particulièrement préoccupante en Seine et Marne où, face à la pénurie de remplaçants, le DASEN recrute des vacataires, rappelle des enseignants retraités ou déplace des personnels en poste... Des réponses qui déstabilisent le fonctionnement des écoles et qui ont contraint le SNUipp-FSU à adresser un courrier au ministre de l'éducation. Le syndicat réclame des « mesures d'urgences indispensables pour que l'école de Seine-et-Marne puisse assurer à tous ses élèves un enseignement de qualité ».

LOT ET GARONNE

RESPECTER LE DROIT AUX POSTES ADAPTÉS

Faute de postes adaptés, une enseignante handicapée du Lot et Garonne s'est vue refuser le renouvellement de son emploi de correctrice au CNED. Suite à l'intervention du SNUipp-FSU et de l'Association des Paralysés de France, l'administration accepterait de la nommer à titre provisoire sur un poste au CNED à la rentrée prochaine. Une pétition du SNUipp47 pour soutenir cette collègue en fauteuil roulant et faire valoir les droits des travailleurs handicapés a déjà recueilli plus de 1500 signatures.

Le Paris de la mixité

Le niveau des prix de l'immobilier détermine la composition sociale de certains quartiers urbains. Exemple à Paris dans le 19^e où l'arrivée de nouveaux habitants change la donne y compris à l'école.

6500 € le mètre carré ! C'est le prix moyen demandé pour devenir propriétaire dans le 19^e arrondissement de Paris. Un tarif qui en fait néanmoins la zone la moins chère de la capitale où la valeur du m² s'établit en moyenne à 8500 € avec des pointes à plus de 10 000 € dans les arrondissements les plus recherchés. Attirés par ces conditions intéressantes, nombre de « primo-accédants » issus des classes moyennes supérieures emménagent près des anciens abattoirs de la Villette modifiant peu à peu l'image de ce quartier traditionnellement populaire et ouvrier. Car le 19^e est également l'arrondissement qui possède le taux le plus élevé de logements sociaux de la capitale (autour de 40%) abritant des locataires confrontés pour la plupart à des difficultés économiques importantes. Un brassage social qui place les habitants du 19^e dans une situation nouvelle et les pousse à construire les modalités d'un nouveau « vivre ensemble ».

Changer la ville

La recomposition sociale qui s'organise sur des critères économiques sollicite au premier chef les acteurs politiques. Pour Léa Filoche, conseillère de Paris, responsable de la politique de la ville, « il a fallu dans un premier temps rattraper les erreurs qui avaient été faites : s'attaquer à l'insalubrité des bâtiments, racheter et construire des immeubles pour mettre un terme à l'éviction des classes populaires hors de Paris. Les 2000 logements neufs prévus sont répartis équitablement entre privé et social pour permettre la mixité à l'intérieur des bâtiments et nous créons immédiatement les services qui vont avec (crèches, EPHAD, services médicaux et sociaux) ». Pour l'élue, le lien entre anciens et nouveaux habitants doit être travaillé et accompagné sur le terrain.



C'est la raison d'être d'une association comme Espace 19 (voir ci-contre) ou des équipes de développement créées par la municipalité pour coordonner la vie associative. Par ailleurs la mairie déclare être vigilante à ne pas favoriser une sectorisation scolaire qui concentrerait les difficultés sociales. Nicolas Tordman, adjoint au maire du 19^e et chargé des affaires scolaires, précise : « les périmètres sont revus chaque année avec les directeurs et les parents d'élèves et nous sommes inflexibles sur les demandes de dérogation ». Le secteur est

« Les établissements à taille humaine fréquentés par des voisins qu'on croise tous les jours sont rassurants »

classé en ZEP et pour lui l'école publique, premier lieu de brassage social, joue un rôle déterminant.

La peur de « Barbanègre » vaincue

« Il y a une dizaine d'années, prononcer le nom de l'école suffisait à susciter une réaction de rejet chez certains parents » raconte Jean-Paul Soubiran, directeur de l'école élémentaire Barbanègre sur les bords du canal de l'Ourcq. Les trois écoles du quartier accueillent alors majoritairement des élèves issus de milieux défavorisés dont une bonne part issus de l'immigration, parfois non francophones. Aujourd'hui, les photos de classe de Blandine Gracco, maîtresse en petite section, témoignent d'une mixité sociale retrouvée. L'enseignante confirme cette évolution même si elle craint que certaines familles populaires aient été contraintes de quitter Paris. Les équipes d'enseignants stables ont su par leur investis-

sociale



L'école Barbanègre voit progressivement évoluer sa population scolaire dans le sens d'une plus grande diversité.

sement gagner la confiance de parents comme Mathieu Cabanes, directeur de production dans l'audiovisuel, qui, s'il avoue « avoir inscrit sa fille à reculons », se félicite aujourd'hui « des classes à petits effectifs et des bons résultats de l'école ». A l'élémentaire A, l'équipe met le vivre ensemble « au cœur de son fonctionnement pédagogique : le projet « Notre pays, la République » montre à des élèves qui en doutent parfois qu'ils sont français et doivent le revendiquer. Mais les apprentissages ne sont pas délaissés, Jean-Paul évoque la réaction d'une famille venue du XVI^e, surprise par le (bon) niveau scolaire des élèves. En maternelle, on s'attache à ouvrir l'école aux parents autour d'activités culturelles hors du commun : un partenariat avec le musée du Louvre a débouché sur la réalisation d'une fresque murale et l'exposition de 4 reproductions du musée dans l'école ». Evelyne Wolff la directrice insiste sur le travail



SUPPRIMER LA CARTE SCOLAIRE ?

La suppression de la carte scolaire était l'une des mesures phares annoncées par Nicolas Sarkozy en 2007. Il parlait alors « d'un outil qui aggrave la ségrégation et empêche l'égalité des chances ». 5 ans plus tard, seul un assouplissement a été mis en place pour le second degré et le bilan est loin des objectifs affichés. Deux études récentes, l'une de la sociologue Nathalie Mons, l'autre du CNRS sur Paris et sa banlieue pointent les effets pervers de la réforme. Les chercheurs constatent une faible augmentation des demandes de dérogation, les établissements les plus convoités étant déjà pleins. De fait, les demandes qui vont toujours dans le même sens — d'un collège « répulsif » à un collège « attractif » — accentuent la hiérarchisation des établissements. Le développement de la concurrence scolaire pèse encore plus sur les parents, lancés dans une course éperdue pour la réussite de leurs enfants. Une course délaissée par les familles populaires les plus précaires qui n'ont pas les moyens de s'y consacrer.

en direction des familles non francophones : « notre livret d'accueil est traduit en trois langues et le CASNAV* propose des cours d'alphabetisation au sein même de l'école. ».

Parents solidaires

Pour Karine Bugeja, mère de deux enfants scolarisés à Barbanègre, l'implication des enseignants ne suffit pas : « Les écoles privées du quartier font le plein et pas toujours sur des critères confessionnels ». Au sein de l'association « parents solidaires » sous l'égide d'ATD quart-monde, cette consultante en marketing consacre son temps libre à rencontrer les familles pour qu'elles inscrivent leurs enfants à l'école publique. Une action qui commence dès la halte-garderie car souvent le choix de l'école maternelle conditionne le parcours ultérieur. Pour Karine, il faut casser les préjugés et rappeler quelques évidences. « Les problèmes ne viennent pas des élèves en difficulté mais plutôt de la qualité de l'enseignement. Dans nos écoles, les élèves non francophones obligent les enseignants à réfléchir à des situations d'apprentissage efficaces ». Marion Hurier fait partie des parents d'élèves impliqués, elle rappelle que la question n'est pas uniquement relative aux résultats scolaires ou à l'offre éducative : « les établissements à taille humaine fréquentés par des voisins qu'on croise tous les jours sont rassurants ». Un argument qui, selon elle, explique l'évolution positive de la mixité sociale constatée dans les écoles et les difficultés qui persistent au moment de l'inscription au collège (voir ci-contre).

PHILIPPE MIQUEL

*Centre académique pour la scolarisation des élèves nouvellement arrivés et des enfants du voyage

EN BREF

ASSOCIATION

ESPACE 19

« Donner plus de convivialité au quartier » : tel est le credo d'Espace 19, association qui compte 68 salariés et 230 bénévoles et vise à promouvoir la mixité sociale dans l'arrondissement. Pour Sofiane Nafa, responsable d'un centre social, c'est le travail autour de la petite enfance qui est primordial : « Nous établissons des ponts entre nos haltes-garderie et les activités à destination des familles ». L'association a mis en place un accompagnement à la scolarité quasi-individuel où les enfants viennent avec leurs parents avec l'objectif de rendre ceux-ci autonomes dans l'aide aux devoirs. Ouverture culturelle, éducation populaire, sorties pour les jeunes... Espace 19 ne manque pas de projets même si Sofiane déplore « le manque de moyens humains et de financement et les tensions liées au contexte politique autour de l'immigration ».

CITE MICHELET

UN COLLÈGE POUR TOUS ?

Avec ses 14 000 habitants logés en HLM, la cité Curial-Cambrai rebaptisée cité Michelet souffre d'une image négative malgré les efforts de réhabilitation engagés par la municipalité. Une réputation qui rejailit directement sur le collège du quartier, qui fait l'objet de stratégies d'évitement scolaire. Daniel Lamy, le principal en poste depuis 8 ans, préfère mettre l'accent sur l'amélioration constante des résultats obtenus au brevet et sur la vie scolaire apaisée grâce à un CPE qui « tient la baraque ». Mais quand il évoque « les classes européennes qui attirent les enfants des bobos du quartier » ou quand il déclare que « les filières professionnelles permettent d'orienter nos élèves vers ce qu'ils savent faire », on perçoit comme un nuage sur l'idéal d'égalité de l'école républicaine.

TRANSFORMATION DE L'ÉCOLE ET MAINTENANT, C'EST AVEC NOUS !

L'école est une priorité.
La transformer
ne se fera pas sans
les enseignants.
Le prochain ministère
va-t-il enfin entendre
leur voix et leur faire
confiance ?

« PLUS DE PROFESSIONNALISATION
POUR FAIRE ÉCHEC À L'ÉCHEC. »

DOSSIER RÉALISÉ PAR
GINETTE BRET
PIERRE MAGNETTO
VINCENT MARTINEZ
PHILIPPE MIQUEL

Et maintenant ? Ne faites pas l'école sans nous ! Le prochain gouvernement tout va-t-il enfin entendre la voix des enseignants ? De Luc Ferry à Luc Chatel, l'école sort d'une décennie pendant laquelle les ministres ne l'ont pas écoutée, ou si peu, quand ils n'ont pas dénigré le métier d'enseignant. Les enseignants ont été mis sur la sellette et l'école primaire montrée du doigt comme étant le maillon faible du système éducatif, si bien que pour lutter contre l'échec scolaire il suffisait de reprendre en main les enseignants (polémique sur l'apprentissage de la lecture, nouveaux programmes...). Le dernier ministre en exercice est même allé jusqu'à prôner le retour de la leçon de morale, tout en

proclamant que la réussite du système n'était pas une affaire de moyens. Du coup, la suite est justifiée. En cinq ans, l'Éducation nationale aura

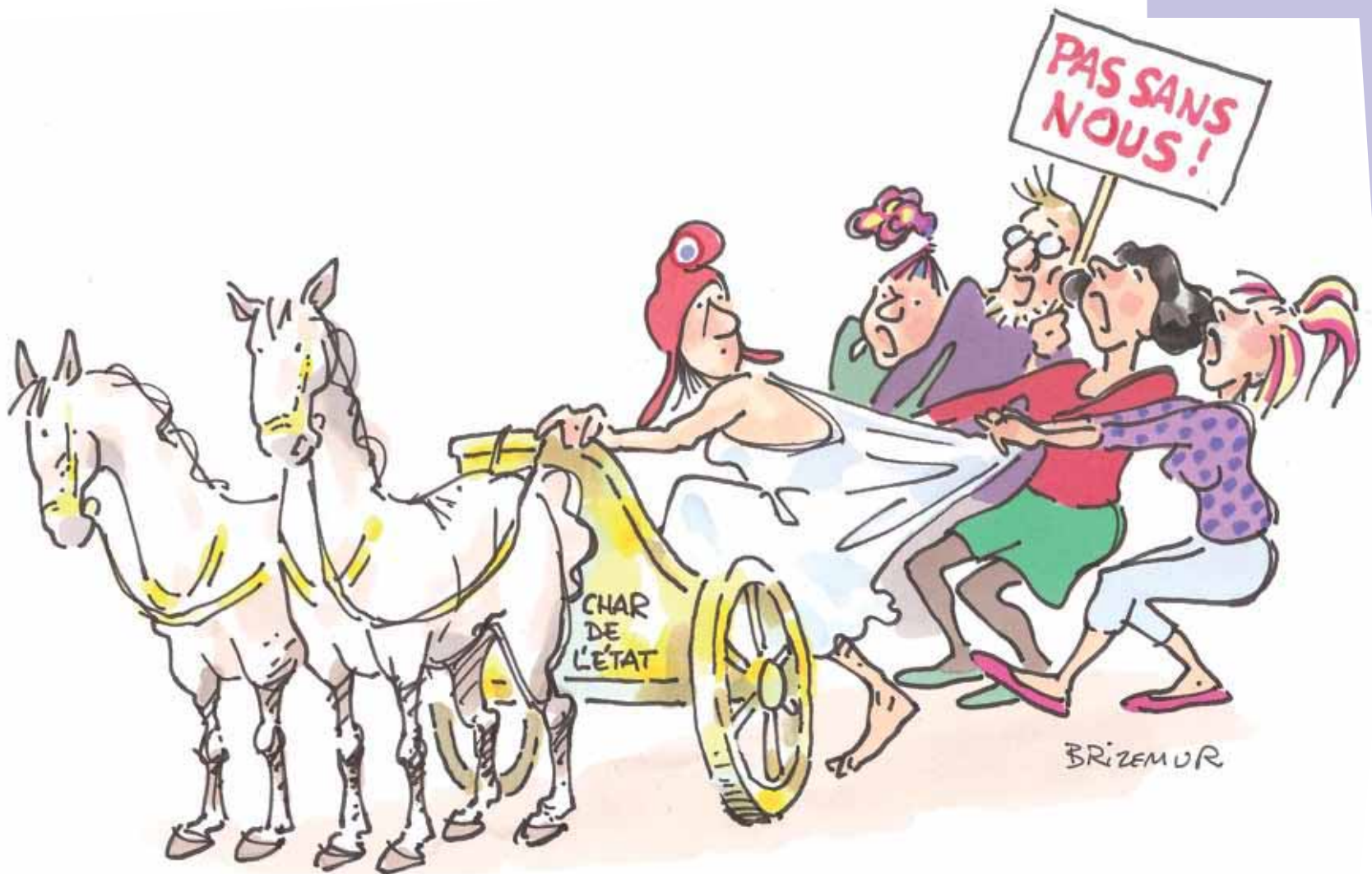
perdu 80 000 postes, dont près de la moitié dans le primaire, fermant des classes, supprimant massivement des postes des RASED, réduisant le nombre d'enfants de moins de trois ans accueillis à la maternelle, abandonnant l'année de formation des stagiaires... Tout ça pour tenir l'objectif du non renouvellement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique d'État.

Pourtant, les années écoulées montrent que prétendre conduire un plus grand nombre d'élèves vers la réussite est illusoire dans un contexte de réduction récurrente des effectifs enseignants. Certes l'école seule ne fera pas de miracle, il faut aussi améliorer les conditions de vie des familles, mais elle a aussi ses propres marges de manœuvre. Aujourd'hui, ce dont elle a plus que jamais besoin, c'est d'une transformation concrète, d'une politique d'investissements portant un projet ambitieux qui prenne appui sur l'expertise des enseignants en leur donnant les moyens et le temps de faire du travail de qualité. On ne fait jamais avancer une organisation — et l'école n'échappe pas à la règle — sans ceux qui la font vivre, et sans reconnaître l'importance de leur fonction financièrement.

Une priorité pour les Français

C'est une urgence pour ce pays qui, selon l'OCDE, investit dans son école 14% de moins que la moyenne de ses pays membres (lire p13). C'est aussi le souhait de 92% des Français selon un sondage Opinionway réalisé durant la campagne électorale.

Ce n'est pas pour rien si l'école s'est invitée dans le débat de l'élection présidentielle. Dans une société en crise, c'est de l'avenir des générations futures dont on parle quand on évoque l'école. La crise exige une préparation accrue des futurs citoyens et l'invention de solutions audacieuses pour répondre au défi de la mondialisation. Les politiques menées ces dernières années, régies par des règles à courte vue, sont loin de répondre à l'importance de ces enjeux, et les mesures et



réformes successives engagées ces dernières années par le ministère ont été synonymes de renoncement (réduction des postes d'EVS, suppression des RASED, réforme de la formation...).

Pour avancer, l'école a besoin d'un débat public, sans l'a priori qu'il n'est nul besoin d'investir, les enseignants étant assez débrouillards pour s'adapter à toutes les situations. Ce temps-là est fini, les enseignants demandent plus de professionnalisation pour faire échec à l'échec, surtout dans les quartiers populaires, souvent ghettoïsés et dans lesquels l'institution scolaire tout autant que les valeurs qu'elle porte sont mises à distance.

Mais ce qu'ils demandent par dessus tout, après les années de mépris, c'est qu'on leur fasse confiance. « *La France possède un corps enseignant de qualité, porteur de valeurs fortes à commencer par l'envie de croire à la promesse démocratique de l'école* » expliquent Nicole Geneix et Philippe Frémeaux dans « *Et si on aimait enfin l'école* ». Mais si la promesse républicaine est de plus en plus difficile à tenir, cela ne les empêche pas de continuer. Ces dernières années, malgré les chausse-trappes, ils ont scolarisé les enfants en situation de handicap, se sont mis à enseigner des langues étrangères

et la maîtrise du numérique, avec à disposition peu ou pas de formation, d'outils didactiques et pédagogiques développés par la recherche et pourtant indispensables (lire p14). Ils ont fait la preuve de leur professionnalisme.

Le SNUipp, syndicat majoritaire, s'est bâti sur cette idée qu'il fallait transformer profondément l'école pour faire réussir tous les élèves et répondre aux enjeux de notre société. Les leviers qu'il identifie s'appuient sur le savoir-faire des enseignants et sur la capacité de l'institution à les accompagner. Après des années de bagarres intensives, certaines de ses propositions, pour travailler en équipe, sont tombées dans le débat public. Là où cette manière de travailler peut-être mise en pratique, les résultats sont tangibles (lire p16). Autre levier, le maître surnuméraire. Une



INVESTIR DANS L'ÉCOLE... DURABLEMENT !

Dans le primaire, il y aura 5 600 suppressions d'emplois à la rentrée dont 1 407 fermetures de classes, et la suppression de 1 949 enseignants spécialisés, de 846 remplaçants, de 100 maîtres formateurs, de 143 conseillers pédagogiques et 460 de soutien en éducation prioritaire. Depuis 5 ans, près de 80 000 postes auront été supprimés dans l'Éducation Nationale. Selon l'OCDE, la France occupe le dernier rang de ses pays membres pour son taux d'encadrement avec 5 enseignants pour 100 élèves, loin derrière le Portugal, la Grèce ou l'Espagne mais aussi la Suède, la Belgique ou l'Autriche, pays dans lesquels le taux oscille entre 6 et 10. En 2011, l'OCDE indiquait que le pays investissait 14% de moins que la moyenne des états membres de l'OCDE dans l'éducation. De plus, en avril dernier selon un pré-rapport de la Cour des comptes, ces moyens insuffisants sont très mal employés et aggravent les inégalités scolaires. Un constat : si la France avait la volonté de rattraper son retard pour se mettre au niveau des pays de l'OCDE, selon le SNUipp, ce sont 37 000 emplois qui seraient à créer. Alors seulement, l'amélioration serait notable... et durable.

étude de la DEPP souligne à quel point les équipes qui en bénéficient, développent des pratiques et diversifiées pour répondre à leurs besoins pédagogiques et améliorer les performances de leurs élèves (lire p15). Cela ne se décrète pas et nécessite moyens, formation et accompagnement pour apprendre à apprendre.

FORMATION MIEUX ARMÉS POUR AVANCER DANS SON MÉTIER

Les champs de la formation et de la recherche ont été désertés par le ministère. Ils sont pourtant essentiels à la pratique du métier d'enseignant.

« **M**anquer de formation, avoir des animations pédagogiques stimulantes, pouvoir avoir accès aux derniers travaux de la recherche en lecture, en langage... », certains commentaires des enseignants recueillis lors de l'enquête Le métier d'enseignant, menée par le SNUipp en mai 2011 sont éclairants. S'il existe bien une effervescence professionnelle pour actualiser ses connaissances, l'institution est loin d'être à la hauteur. La nécessité de reconstruire une formation professionnelle initiale est une urgence. Idem pour la formation continue. En 2010, le ministère offrait annuellement 261 200 journées stagiaires de moins qu'en 2005⁽¹⁾, un chiffre encore raboté ces deux dernières années avec la baisse du nombre de remplaçants. Mais le peu de formation restante (620 800 journées) est essentiellement consacré à des formations institutionnelles (direction, entrants dans le métier, stages de circonscription). Des pans entiers du métier ne sont pas enseignés alors que le travail se complexifie et demande des aptitudes professionnelles de plus en plus fines et variées pour travailler en équipe, accueillir les élèves en situation de handicap, intégrer les travaux de la recherche en matière de didactique ou de pédagogie.

Pas étonnant dès lors que les enseignants empruntent, pour se former, des chemins de traverse. Pour s'en rendre compte, il suffit de fréquenter les universités d'automne du SNUipp ou les colloques organisés par les mouvements pédagogiques et les associations, autant de lieux qui permettent aux enseignants de confronter leur pratique aux travaux de la recherche. Malheureusement, de leur côté, les divers ministères n'ont pas beaucoup progressé. Déjà en juillet 2001, un rapport d'Antoine Prost pour le ministère de l'Éducation nationale soulignait que des « *champs entiers de la recherche en éducation (étaient) en déshérence* » comme les apprentissages à l'école



Chaque année l'université d'automne du SNUipp fait le plein de professeurs des écoles convaincus par le nécessité de se former de d'être en contact avec la recherche.

élémentaire, les pratiques pédagogiques des professeurs, la formation des maîtres et la construction de la professionnalité enseignante.

Dans sa dernière partie, le rapporteur analysait l'articulation de la recherche et du système éducatif, en examinant notamment le rôle des universités et des grands établissements, celui de l'INRP et des IUFM. Antoine Prost suggérait alors de définir un "programme stratégique" sur quinze ans à partir d'un vaste plan de recherche avec une enveloppe budgétaire et la création d'une instance de pilotage.

Des recommandations qui avaient donné naissance

au PIREF (Programme incitatif de recherche en éducation et formation) dont le rôle était de produire les synthèses des recherches sur les questions éducatives dans le but d'être diffusées dans les écoles par le biais des formations. Jusqu'en 2005, le PIREF avait commencé à donner ses premiers fruits comme la conférence de consensus sur l'enseignement de la lecture. Mais, comme souvent dans l'Éducation nationale, l'arbre a séché sur pied et le PIREF a été enterré. Pourtant, l'idée subsiste et elle mérite sans aucun doute d'être remise en culture.

⁽¹⁾ Bilan social du ministère - 2010

ENCOURAGER L'EXPERTISE DES PE

Chaque sait que nombre d'enseignants ont produit dans des domaines variés (lecture, maths, langage, arts, histoire...) et au gré de rencontres professionnelles ou de projets particuliers des savoirs qui ne demanderaient qu'à être mis en forme, diffusés et exploités. Ces compétences sont malheureusement trop souvent sous-estimées et sous utilisées. Car, si certains enseignants deviennent conseillers pédagogiques, beaucoup restent dans leur classe. Bonne nouvelle pour leurs élèves, mais dommage pour la mise en valeur et le partage les savoirs-faire. Or, en éducation, tout se passe trop souvent comme si chacun devait inventer seul dans son coin. Sans doute, faudrait-il exploiter ces compétences disponibles dans les écoles en permettant par exemple aux enseignants qui ont développé une expertise de poursuivre et formaliser leurs travaux au sein d'un cursus universitaire. A moyen terme, une telle démarche pourrait produire deux effets : accroître des savoirs professionnels pour l'exercice du métier, proposer aux enseignants une voie de promotion au sein d'une université qui a grandement besoin de formateurs sur l'école primaire.

COMBATTRE LE NOYAU DUR

Les dernières évaluations PISA ont confirmé que l'écart entre les résultats des meilleurs élèves et des moins bons s'accroît, tout comme la proportion d'élèves en difficulté. De même, les dernières évaluations CE1 et CM2 révélèrent l'existence d'un noyau dur d'élèves en grande difficulté : 7% des élèves ont des acquis insuffisants en lecture et 10% en mathématiques. Des difficultés qui révèlent les inégalités socioéconomiques et qui creusent encore les écarts filles/garçons.

EVALUATIONS ET PRESCRIPTIONS

REDONNER DE L'AIR AUX ENSEIGNANTS

La profusion d'évaluations, de contrats d'objectifs imposés à certaines écoles avec des indicateurs à atteindre d'une année sur l'autre, témoignent d'un réel dérapage. L'administration semble avoir théorisé que les PE trop longtemps laissés à eux-mêmes devaient être repris en main. Il suffisait de mettre en œuvre de puissants dispositifs d'évaluations avec de bonnes prescriptions pour que tous les élèves apprennent. Sur le terrain, cela se traduit pas un temps démesuré à cocher des cases, remplir des tableaux. Cette dérive qui tend à se concentrer sur les seuls indicateurs quantifiables à le grand défaut d'écarter une partie du métier, les questions pédagogiques et didactiques les questions pédagogiques et didactiques bien plus efficaces pour les apprentissages des élèves.

PLUS DE MAÎTRES QUE DE CLASSES QUAND LES ENSEIGNANTS ONT LA MAIN !

Le département de la Corrèze compte 11 maîtres surnuméraires en milieu rural. Un dispositif amené à disparaître qui pourtant rompt l'isolement des écoles de campagne et favorise le travail en équipe.

Un véritable travail en équipe

Nés il y a environ 15 ans, les postes d'enseignants supplémentaires en RRE (réseaux ruraux d'éducation) sont destinés à rééquilibrer le rapport entre écoles de villes et écoles rurales. Selon Bruno Ribière, qui intervient sur la dizaine d'écoles du réseau, son intervention « permet de faire sortir les élèves de leur cocon » en favorisant un travail de projet et de décloisonnement plus efficace. « Quand je suis arrivée jeune enseignante sur le réseau, je n'étais pas préparée à la classe multi-niveaux » explique Hélène Cossaune, maîtresse en CM1-CM2 à Curemonte, petite commune du RRE. Selon elle, le maître surnuméraire rompt l'isolement et impulse un véritable travail en équipe : « quand Bruno intervient en décloisonnement il m'apporte un autre regard sur les élèves et permet une harmonisation du travail de cycle qui ne serait pas envisageable sans sa présence ». Et Hélène de confier : « sur le RRE nous formons une véritable équipe d'enseignants de cycle 3, ce qui suppose beaucoup de temps d'échange, hors temps de travail ». Un fort investissement auquel consentent les enseignants précisément parce qu'ils savent que le poste de réseau permettra une coordination et un suivi des projets.

Des projets suivis

Car le maître de réseau assure le lien entre les écoles pour la réalisation des projets, dont celui de la « semaine à thème ». Cette année, le projet sur la gastronomie traditionnelle permettra aux élèves de visiter un restaurant, de participer à des ateliers de cuisine et de réaliser un livre de recettes. Lors de cette semaine, tous les élèves d'un même niveau travailleront ensemble au même projet dans la même classe. Ainsi, les 27 élèves de CM1 du RRE seront regroupés

à Curemonte tandis qu'Hélène prendra en charge les CM2 du réseau dans une autre école. Un gros travail de logistique rendu possible grâce aux crédits spécifiques des mairies et par la présence de Bruno conclut l'enseignante de Curemonte qui s'inquiète de la disparition du poste RRE à la rentrée. VINCENT MARTINEZ



PRATIQUES INNOVANTES ET DIVERSIFIÉES

En 2002, la DEP a mené une étude sur les modalités de mise en œuvre des maîtres surnuméraires (MS) dans une soixantaine d'écoles. Une étude qui met en lumière des pratiques diversifiées, plébiscitées par les équipes. Chargé de renforcer les équipes pédagogiques en zone rurale ou difficile, le MS peut prendre en charge une ou plusieurs disciplines, des besoins identifiés des élèves ou encore des projets particuliers. Dans une école de ZEP, le MS intervient exclusivement en CE1 pour leur fournir un soutien en lecture. Dans une autre ZEP, il co-intervient en groupes restreints sur des activités de langage. Ailleurs, il effectue des échanges de service ou aide à la passation des évaluations. Dans le cadre d'un projet culturel, un autre MS investira la BCD, en lien avec les parents. Des modes d'intervention variés et des « pratiques innovantes » qui conservent les mêmes objectifs souligne le rapport : diminuer le nombre d'élèves par maître, réduire ou mettre à profit l'hétérogénéité des classes ou pratiquer des approches différenciées. Bien que la coordination des tâches, la répartition des rôles ou la continuité de l'action pédagogique ne soient pas toujours évidentes à assurer, le dispositif facilite le travail en commun. Certaines écoles décrivent « une équipe soudée grâce à une réflexion collective » ou « un travail de cycle devenu limpide »... Et l'amélioration du

comportement des élèves est manifeste, le rapport précisant que « les élèves peuvent connaître plus souvent des moments de réussite », se sentant « davantage pris en considération et écoutés ».

✉ <ftp://trf.education.gouv.fr/pub/edutel/dpd/noteeval/eva0404.pdf>



Si les modes d'intervention du maître surnuméraire sont diversifiées, sa présence favorise les pratiques innovantes et le travail d'équipe.

TRAVAIL EN ÉQUIPE

L'UNION FAIT LA FORCE... DES ENSEIGNANTS !

Redonner (et faire) confiance aux enseignants, croire en leur expertise professionnelle, dégager du temps, sont les principes incontournables pour rompre enfin avec l'exercice solitaire d'un métier et travailler en équipe, pour le bien de tous, maîtres et élèves.

Parmi les leviers à actionner pour faire reculer l'échec scolaire, le SNUipp met notamment en exergue celui du travail en équipe. Chaque jour, les enseignants des écoles puisent dans leurs propres ressources pour faire face aux exigences scolaires et sociales : ils inventent, avancent, pour que les élèves apprennent. Mais seuls, bien trop seuls, tandis que le noyau dur des élèves qui entrent en collège sans maîtriser le lire-compter ne diminue plus.

Des nouvelles ressources

Pour Anne Barrère, sociologue de l'éducation, « *le travail en équipe ne va pas de soi. Il demande en lui-même un travail supplémentaire. Il faut toujours se demander quels en sont les buts visés mais aussi ce que les enseignants peuvent y trouver* » : la réappropriation d'un espace de discussion et de débat pédagogique autour de préoccupations comme la gestion de la classe mais aussi un temps de travail pour un autre fonctionne-

ment de l'école où les enseignants trouvent « *intérêt* » à s'y investir, liant besoins et compétences de chacun. « *Puisqu'ils y abandonnent forcément un peu de leur autonomie individuelle, ils doivent y trouver un bénéfice en échange sur le plan professionnel* » dit Anne Barrère. C'est travailler à partir de regards croisés sur les difficultés et les réussites des élèves en démultipliant les énergies et les intelligences. La logique des réformes actuelles a conduit l'enseignant à se renfermer dans sa classe : évaluation individuelle, programmes trop lourds, semaine ramenée à quatre jours avec des moments réduits pour élaborer en commun un projet, des pratiques d'école et de la classe.

Pour le SNUipp, le « *travail en équipe* » a toujours été au cœur du projet de transformation de l'école. Mais cela nécessite une définition statutaire du temps de travail à y consacrer : trois heures hebdomadaires doivent être inscrites dans le temps de service des enseignants. Des décisions institutionnelles sont donc à prendre pour donner aux enseignants le temps et l'espace d'une réflexion collective, pour leur redonner le pouvoir d'agir en faveur de la réussite des élèves, tout en faisant, chacun avec les autres, du « *bon travail* ».



Si les modes d'intervention du maître surnuméraire sont diversifiées, sa présence favorise les pratiques innovantes et le travail d'équipe.

« LE TRAVAIL EN ÉQUIPE
DEMANDE EN LUI-MÊME
UN TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE. »

MATERNELLE

FORMATION COMMUNE

A Carcassonne, des formations communes entre les professeurs des écoles et les ATSEM sont organisées par la municipalité : mieux coordonner le travail de chacun, créer une culture commune autour de la prise en charge des jeunes élèves... Un bénéfice pour la qualité des rapports humains, adultes et enfants !

RASED

CROISER LES REGARDS

Les heures de synthèse : temps privilégié du travail entre enseignants et spécialistes, un moment qui permet de croiser les regards selon les spécificités de chacun (E, G, Psy) sur les actions menées, sur l'analyse de la difficulté scolaire, pour la circulation des différentes informations. Un temps à pérenniser... pour des postes RASED à sauvegarder.



HANDICAP ET MÉDICO-SOCIAL

UN DÉFI PARTENARIAL

Ils sont personnels socio-éducatifs, éducateurs, enseignants, ergothérapeutes, assistants sociaux, médecins, psychologues, infirmiers, gestionnaires, directeurs, agents d'entretien... Chacun possède sa propre qualification qui éclaire les connaissances des autres au service d'une cohésion des actions et pour construire des articulations et des complémentarités autour de l'élève en situation de handicap.

Réaffirmer les valeurs de l'école républicaine

Quel regard portez-vous sur l'évolution de l'école française ces dernières années ?

Cette évolution est marquée par un premier paradoxe. D'un côté les résultats scolaires des élèves demeurent moyens, et les inégalités sociales et territoriales tendent à se creuser, le nombre d'élèves en échec scolaire progresse et l'école s'impose de plus en plus comme un lieu de reproduction sociale. Mais alors que le système éducatif semble se dégrader depuis une dizaine d'années, nos citoyens n'ont jamais donné une place aussi importante à l'école. La campagne présidentielle l'a bien montré : une place conséquente a été faite à l'éducation car les Français attendent beaucoup de leur école en terme de transmission des savoirs et de compétences, de soutien à l'insertion professionnelle et à la socialisation des jeunes. Un second paradoxe est révélé par les récentes enquêtes d'opinion : l'appréciation de la qualité de l'institution scolaire a régressé sous le dernier quinquennat tandis le jugement porté sur les personnels enseignants demeure positif, comme si les Français distinguaient ce qui relève du cadre institutionnel, des choix de politiques éducatives d'un côté et de l'autre l'activité au quotidien des enseignants qui gardent la confiance des parents.

Comment remettre à l'ordre du jour le principe de réussite de tous les élèves ?

Le dernier quinquennat a été marqué par des réformes funestes comme la destruction de la formation des enseignants ou la suppres-

sion d'un nombre conséquent de postes qui a saigné une école primaire déjà faiblement encadrée au regard des autres pays de l'OCDE. Mais il a aussi miné, très sournoisement, les valeurs qui fondaient l'école républicaine en promouvant l'individualisation forcenée, la différenciation pédagogique et territoriale, la concurrence institutionnalisée... L'éducation Nationale a été peu à peu déconstruite et il s'est ainsi installé à la fois chez les professionnels de l'éducation et chez les parents un début de perte de repères. Pour repartir d'un bon pied il faut réaffirmer les valeurs de l'école républicaine qui créent largement consensus, stabilisent le système scolaire et permettent de recréer la confiance. Il est temps en

« LE RÔLE DES ENSEIGNANTS DANS LA RÉFORME EST CRUCIAL »

France de réduire l'écart entre l'affichage de principes généraux et la réalité de politiques scolaires qui, de fait, ne se donnent pas les moyens d'atteindre ces objectifs.

Quel doit être le rôle et la place des enseignants ?

Le rôle des enseignants dans la réforme est crucial. Le cas de la réforme des programmes au primaire l'a bien montré sous le dernier quinquennat. Les rapports de l'inspection générale ont souligné que les enseignants, parce qu'ils n'avaient pas adhéré aux programmes Darcos, ne les ont pas appliqués. De même, la politique des évaluations nationales, fortement contestée, n'a pas produit



ANCIENNE EXPORTE AUPRÈS DE L'OCDE POUR PISA, NATHALIE MONS EST SPÉCIALISTE DE L'ANALYSE COMPARATIVE DES POLITIQUES ÉDUCATIVES INTERNATIONALES. EN 2007 ELLE A PUBLIÉ AUX PUF « LES NOUVELLES POLITIQUES ÉDUCATIVES »

d'effets. Pour qu'il fonctionne, le processus de réformes doit impliquer les enseignants, à la fois aux étapes de conception et lors de l'analyse de la mise en œuvre, dans le cadre de lignes politiques nationales claires.

Fonctionne-t-on ainsi dans les autres pays européens ?

Dans la très grande majorité des pays européens, les enseignants ont été associés au processus de réforme, permettant l'implication d'un plus grand nombre d'entre eux. De même en Italie où les recommandations pour le programme de 2007 ont été expérimentées pendant 2 ans avant la rédaction finale du texte. La Finlande mène une politique d'association des enseignants aux projets pilotes qui serviront de base à des réformes futures. L'accent est mis aussi sur leur participation à des recherches universitaires, dans un objectif de transformation du système éducatif. En Norvège, le Demonstration school system vise à mettre en valeur les expérimentations décidées par les écoles qui peuvent devenir des lieux d'observation et de formation. Ces nouvelles formes de participation des enseignants ont un double avantage : trouver chez les acteurs de terrain des sources d'innovation et permettre leur adhésion aux réformes.

EN BREF

CLÉS - C2i2e

UN BARRAGE INACCEPTABLE

Le SNUIPP-FSU s'adressera très rapidement au nouveau ministre de l'éducation afin que le CLÉS et le C2i2e ne soient pas exigés pour être nommé fonctionnaire stagiaire en cas de réussite aux concours de recrutement. Alors que les universités n'ont pas été partout en capacité de permettre à tous les étudiants de préparer ces certificats, certains lauréats des concours pourraient se voir fermer l'accès aux métiers de l'enseignement pour cette raison.

MAÎTRES-FORMATEURS

L'IFE MÈNE L'ENQUÊTE

L'Institut français de l'éducation (IFE) vient de lancer une étude qui vise à mieux comprendre les trajectoires professionnelles des enseignants et formateurs du premier degré. Le SNUipp-FSU, par le biais des sections départementales, diffusera le questionnaire auprès des personnels concernés par cette enquête (PEMF, conseillers pédagogiques, chargés de missions départementaux). Les résultats seront publiés fin juin.

<http://ife.ens-lyon.fr/enquetes/trajectoires>

LIVRET NUMERIQUE

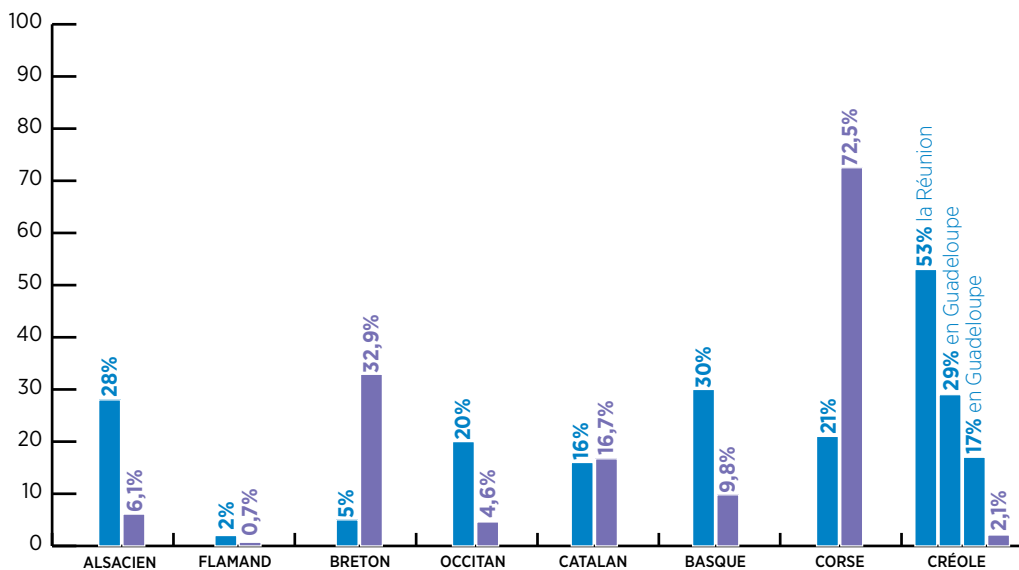
CAFOUILLAGE EN LIGNE

Le livret scolaire informatisé Cerise du CRDP de Poitiers a été acheté par le ministère pour être testé dans 4000 écoles au cours de cette année scolaire. Cet outil supplémentaire était censé permettre de mettre en lien le livret scolaire et le LPC et de traduire les compétences issues des programmes en compétences du socle. La CNIL en a demandé des modifications avant sa diffusion, les garanties en matière de protection individuelle n'étant pas suffisantes. L'expérimentation est donc repoussée d'une année.

CRITIQUES UNANIMES

Le ministère a annoncé par le biais de la circulaire de rentrée des aides aux élèves de grande section, outils contre lesquels s'est élevé le SNUipp-FSU. Le ministère Chatel a suspendu le dispositif d'aides en direction des GS, dont l'outil concernant la phonologie a été présenté fin mars. Le SNUipp a été le fer de lance des critiques sur ce dispositif, qu'il jugeait rigide et mécanique. Il a interrogé le fondement scientifique de ces documents dans un courrier au ministre. Si l'objectif est de fournir des outils susceptibles d'aider les élèves en difficulté, le ministère doit s'appuyer au minimum sur les recherches les plus récentes et s'assurer que ces outils fonctionnent. Manifestement pas pour Luc Chatel. Quand le SNUipp a interrogé certains chercheurs, les réactions étaient loin du consensus attendu. Pour rappel, ces documents se composaient d'une évaluation/ observation et de documents de remédiation à utiliser en aide personnalisée. Par exemple, l'un des exercices proposait le découpage de l'image du mot lapin en deux pour que l'enfant comprenne que le mot est constitué de deux syllabes «LA» et «PIN». Pour Mireille Brigaudiot, spécialiste du langage, «on leur fait croire qu'écrit et dessin fonctionnent dans le même registre : couper un mot en deux ou couper un dessin en deux c'est pareil ; on a à chaque fois deux morceaux de quelque chose. Or, c'est faux! Surtout pour l'écriture du français qui contient par exemple des semi-voyelles ne permettant pas de «couper-séparer» les lettres.» Interrogé par le SNUipp, Roland Goigoux, professeur à l'université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand, qui défend depuis des années la nécessité d'un enseignement de la phonologie planifié, systématique et explicite explique que «cela ne veut pas dire qu'il doit être comme ici mécanique et ennuyeux, sans exigence de clarté cognitive ni d'explication du sens des activités proposées, par exemple segmenter l'oral en phonèmes pour pouvoir le transcrire».

EN RÉGION, LES LANGUES SE DÉLITENT



USAGE SOCIAL ET ENSEIGNEMENT DES LANGUES REGIONALES

Avec un usage quotidien qui perdure essentiellement chez les personnes âgées et reste très marginal chez les jeunes, les langues régionales sont globalement en déclin en France. Pourtant, leur enseignement ne cesse de progresser (+60% entre 2001 et 2008), notamment à la faveur de leur inscription dans les programmes scolaires et dans la Constitution. Source : Insee, MEN



FORMATION

LES PES ONT LA PAROLE : EN QUÊTE D'UNE NOUVELLE FORMATION

Comme l'an passé, le SNUipp-FSU a donné la parole aux professeurs des écoles stagiaires pour recueillir leur appréciation concernant leur entrée dans le métier. Avec 23,8% de participants, cette enquête à grande échelle permet de mesurer les évolutions du côté du vécu des stagiaires alors même que le ministère avait défini des nouvelles modalités d'accompagnement: accueil de 5 jours maximum avant la rentrée, disparition de la formation accompagnée de septembre aux vacances d'automne. A l'évidence, les aménagements proposés ne convainquent pas les intéressés. Plus de 7 PES sur 10 continuent de juger que leur formation n'est pas suffisante. Avides de réelles améliorations, à 98%, les PES plébiscitent de nouvelles modalités pour l'année de stagiaire, privilégiant une prise de fonction progressive alternant stages en classes et retours en formation. Ce bilan constitue une pièce supplémentaire à verser au réquisitoire déjà conséquent de l'échec de la réforme de la formation des enseignants. Il est temps de tourner la page et de rouvrir sérieusement le chantier.

✂ Rubrique [Le métier/La formation](#)

Orthographe une circulaire démagogique

La circulaire pour améliorer l'enseignement de l'orthographe publiée au BO apparaît comme une opération de communication.

Le ministre de l'éducation nationale, suite à la remise du rapport du Comité stratégique des langues, a fait beaucoup d'annonces.

Il aura fallu cinq ans au ministère pour s'intéresser à l'orthographe. Il l'a fait via une plaquette envoyée aux enseignants de cycle 3 et d'une circulaire sortie en toute fin de mandature dont l'objectif est de taille: «Renforcer» l'enseignement de l'orthographe. Damned! Il était temps, car l'heure est grave. S'appuyant sur une étude de la DEPP datant de 2007, le ministre a dénoncé «un effritement lent et progressif des compétences orthographiques». Pour rappel, la DEPP avait fait passer la même dictée à des élèves en 1987 puis à des élèves du même âge en 2007. Chez ceux de la première cohorte on dénombrait une moyenne de 10,7 fautes sur un texte d'une dizaine de ligne et sur ceux de la deuxième cohorte une moyenne de 14,7 fautes. Pas d'effet, pas d'annonce.

Les propositions sont à la hauteur de cette opération médiatique: «Cet enseignement est conçu, en particulier au cycle 3, autour d'une approche explicite et réfléchie des règles et de l'utilisation des outils d'aide (dictionnaire, listes de mots, etc.), ou encore, «les contenus des leçons spécifiques doivent aborder l'orthographe lexicale et l'orthographe grammaticale, selon une progression réfléchie». Ces généralités font peu de cas de ce qui se fait quotidiennement dans les classes et des difficultés que rencontrent les enseignants face à un enseignement difficile. S'attaquer aux difficultés liées à l'orthographe supposerait qu'on réinterroge les contenus en parallèle au temps passé à cet apprentissage, qu'on forme les enseignants sur ce qui résiste chez les élèves de primaire... C'est plus difficile à faire qu'une circulaire.

LYDIE BUGUET

Danièle Cogis, ex-maître de conférences en Sciences du langage, auteur avec C. Brissaud de « Comment enseigner l'orthographe aujourd'hui », Hatier

3 QUESTIONS A



« Les élèves ne sont pas en déficit de règles. »

Quelles sont pour les enseignants les difficultés liées à l'enseignement de l'orthographe ?

Je dirais que c'est un ensemble de facteurs liés entre eux. C'est d'abord une matière difficile qui n'est pas reconnue comme telle. Ensuite, la question du temps dévolu au regard des programmes exigés est une donnée majeure. Entre 1923 et 2007, il a été divisé par deux. Les enseignants ne sont ni aidés par l'institution qui en demande trop, ni par la société qui les renvoie à des

modèles passés. Dans le cadre imposé, les enseignants ne peuvent pas y arriver.

La circulaire vous semble-t-elle un outil intéressant ?

La circulaire a des aspects positifs mais elle passe à côté de l'essentiel. Pourquoi les élèves ne réussissent-ils pas ? La circulaire met en évidence des éléments mais elle ne développe pas. On demande un enseignement clair et progressif, on ne peut qu'être d'accord. Mais les enseignants s'appuient sur des

manuels, lesquels proposent toujours une notion par chapitre et une trentaine au total. Même structurée, aucune des ces notions ne sera approfondie. Or, on ne peut rien apprendre durablement si on ne comprend pas.

Quelles sont les pistes que vous proposez ?

En orthographe, il faut étudier régulièrement. Mais il faut aussi choisir ce que l'on demande aux élèves. Ils sont censés étudier les régularités orthographiques en même temps

que les exceptions, or c'est un non sens. Les élèves ne sont pas en déficit de règles. Ils savent qu'il faut ajouter un -s au pluriel. Mais qu'en ont-ils compris ? Pourquoi Manon écrit-elle « ont va en récréation » ? Non pas parce qu'elle confond avec « avoir » mais parce que : « « On » c'est pluriel et quand c'est plusieurs on met o-n-t ». La simple leçon fait l'impasse sur la pensée des enfants, or il faut au contraire la mobiliser pour qu'ils soient capables d'utiliser ces règles quand ils écrivent.

Mille et une nuits, mille et un récits, mille et un bravos !

Le jury du concours "Mille et une nuits, mille et un récits"* s'est réuni début avril et a rendu son verdict. Livres objets, en accordéon ou numériques, palais, coupes et théâtres d'ombres, lampes d'Aladin et charmeurs de serpents ont su, telle Shéhérazade, tenir les membres du jury en haleine, au fil des contes inspirés des univers orientaux. Bravo à toutes les classes participantes. Vingt-cinq classes ont été primées, les voici.

*Concours organisé par le SNUipp, la BnF, la Ligue de l'Enseignement, le Café pédagogique, les éditions L'École desloisirs, le Réseau des villes éducatrices et la Ville de Paris.

PREMIER PRIX Une classe de découverte

La classe de CM1/CM2 de Thierry Schiavi à Garidech (31) a remporté le concours. Maîtres et élèves ont imaginé une rencontre entre un croisé et un seldjoukide, un jeu, des récits qui ont tenu en haleine le jury.

« Le 2 septembre de l'an 1192, une trêve fut conclue pour trois ans et trois mois entre la grande armée de la 3^e croisade et Saladin. » C'est alors qu'Aymeric de Bois-Maury, croisé, et Mahmûd Bahadir, seldjoukide que, tout oppose vont, le temps d'une tempête, se retrouver seuls dans un oasis. Ils vont se narrer les contes et légendes de leurs deux cultures et contruire un jeu du Roc, sorte de jeu de l'oie, pour s'occuper. C'est l'histoire qu'a découverte le jury du concours « 1001 nuits, 1001 récits », en ouvrant une corbeille tressée arrivée par la poste depuis l'école élémentaire du Chêne de Garidech.

Et c'est cette histoire et les 38 récits imaginés par les CM1/CM2 de Thierry Schiavi qui a

La classe de CM1 et de CM2 de Thierry Schiavi à Garidech (31) a obtenu le premier prix du concours.



amené le jury à leur décerner le premier prix du concours, soit un séjour en classe de découverte dans un centre de la ligue de l'Enseignement à Port Leucate. Thierry est un adepte des concours qui lui permettent de développer des projets transversaux dans sa classe. Cette année, le thème des contes des

1001 nuits a séduit le maître mais aussi les élèves quand il leur a proposé. « Nous avons commencé par des lectures suivies de contes et notamment de Sinbad le marin. L'écriture classique du texte, le lexique riche n'ont pas été un obstacle à l'intérêt des élèves pour cet imaginaire » raconte l'enseignant. La lecture et l'étude des contes, avec le site de la BNF, et de fables, ont été le support de l'écriture des récits par les élèves. En étudiant les fables, les enfants se sont rendu compte que les histoires circulaient dans le temps et dans l'espace, d'Esopé à La Fontaine en passant par les panchatrantas de Pilpay, Khalila et Dimna. Les arts visuels ont été l'occasion de découvrir la calligraphie arabe à partir des œuvres d'Hassan Massoudy. Cette fin d'année, les élèves de Thierry vont aborder l'écriture théâtrale de leur récit qu'ils travailleront à Port Leucate avec des intervenants de la ligue. Ce concours aura été pour la classe une aventure aux 1001 découvertes. LYDIE BUGUET

DEUXIÈME PRIX Un caméscope numérique

Classe de MS/GS de Charnas (07)

La classe de Véronique Carpentier a inventé une histoire dans laquelle la fée des livres raconte des histoires aux enfants de Charnas pour les endormir. En tournant les pages du livre, on suit la fée de maison en maison, certaines réalisées à l'aide de collages en relief, d'autres de papiers encollés... Les enfants ont aussi utilisé des graphismes inspirés de l'art oriental.



Classe de 5^e de SEGPA du collège Salengro de Charleville Mézière (08)

Les élèves d'Anne Berléand (Français) et Mélanie Gillet (Arts plastiques) ont conçu un livre à pop up. Ce projet co-disciplinaire les a amenés à écrire des textes enchâssés mais aussi à découvrir la technique de l'aquarelle, celle du pliage pour passer de la 2D à la 3D.



Classe de CP de l'école l'Isle verte de Soustons (40)



Le lion qui ne savait pas rire c'est un coup de cœur numérique du jury. Le livre fabriqué par les élèves d'Anne-Laure Schorsch est devenu un DVD. Vous pouvez en voir un extrait à la Une du site du Café Pédagogique. Le livre accumule les techniques : tampons, encres, collages, découpes, jeux de matières etc. Ce sont les élèves qui racontent cette histoire qui finit bien pour le lion et son peuple.

Classe de CE2/CM1 de l'école Barrière à Issoire (63)

Dans la boîte à contes des élèves de Jérôme Camus, il y a Yasmina, un personnage dont l'histoire est racontée au travers d'un livre « *les 1001 histoires de Yasmina* ». Il y a aussi les 14 contes de Yasmina et leur matériel de mise en scène. Connaissez-vous l'histoire de Soliman et le vase d'amour ? Non ? Alors la voici enregistrée par les élèves sur CD.



TROISIÈME PRIX Un appareil photo numérique

Classe de CE2 de Me Thibon, école élémentaire du Centre à Cormontreuil (51)
Classe de CE1-CE2 de Me Cugnet, école du bourg à Chavanay (42)
Classe de CE2/CM2 de Me Houchot, école élémentaire de Fleury-la-vallée (89)
Classe de GS de Me Curtenaz, école de Collonges (01)

Les prix « coup de cœur » du jury : des lots de livres de L'école des loisirs

Classe de CE2/CM1 de Me Savoyen, école élémentaire du St André de Corcy (01),
Classe de CM1/CM2 de Me Philips, école de Claret (34)
Classe de PS/MS/GS de Me Dechamps, école d'Esteville (76)
Classe de CE1/CE2/CM1/CM2 de Me Hubert, école de St-André-en-Morvan (58)
Classe de CM2 de Me Pedeboscq, école Bout des Vergnes à Bergerac (24)
Classe de CE1/CE2 de Me Marckert, école du Haut Jardinnet à Badonviller (54)
CLIS 1 de Me Gonnord, école Le Rouet à Marseille (13)
Classe de CE1 de Me Gestas, école Emile Nezes à Kourou (Guyane)
Classe de CP de Me Briand, école de l'Orme à Marcoussis (91)
Classe de CM1/CM2 de Me Schmitt, école élémentaire Jean Lanette à Bordes (64)
Classe de CE1/CE2 de Me Benne, école du Courbet à Foix (09)
Classe de CM1/CM2 de Me Gènevaux, école élémentaire de Bousbach (57)
Classe de CM1 de Me Vanryssel, école des filoirs à Chateauthierry (02)
Classe de CM1 de Me Guitonneau, école Pasteur à Rueil Malmaison (92)
Classe de CE1 de Me Veyssière, école de la rue des Pyrénées à Paris (20^{ème})
Classes de CP de M. Lefranc, de CE1 de Me Barthe et de CP/CE1 de Me Bertrand, école élémentaire Maurice Genevoix à Paris (18^{ème})

Coup de cœur numérique !: Classe de CM1 de Me Lucchesi, école Edouard Peisson de Luynes (13)

61,2

HORS-CLASSE

C'est le pourcentage de femmes accédant à la hors-classe en 2010 sur les 3921 promus. Alors que les femmes représentent 80,9% des PE... Cette surreprésentation des hommes est spécifique au premier degré. Des chiffres à méditer en cette période de négociation pour l'égalité professionnelle. Source MEN.



0-6 ANS

LES ENTRETIENS DE LA PETITE ENFANCE

A Cassis les 30 et 31 mai et toujours en partenariat avec la Ligue de l'enseignement, la 7ème édition s'adresse à tous les professionnels de la petite enfance, avec des conférences animées par Anne-Marie Chartier, Viviane Bouysse (IGEN), Edouard Durand (Juge pour enfants), Michel Fayol, Mireille Brigaudiot et Françoise Carraud.

🐭 Rubrique [L'enfant / Environnement](#)

LES DISPOSITIFS-RELAIS ET LE MAL-ÊTRE DES ADOS

La dernière note de la DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) évalue les dispositifs-relais (classes et ateliers) de 2007 à 2010. Leur nombre n'a cessé d'augmenter : 286 en 2002, 424 en 2008 et 448 en 2010. Entre 2009 et 2010, ce sont 9000 jeunes, les décrocheurs du collège, toujours absents, ou des jeunes encore au collège mais en ruptures familiales, sociales ou scolaires si graves qu'ils intègrent les classes-relais pour leur redonner goût à l'école. Le nombre a doublé depuis 2002. Quatre élèves sur cinq sont des garçons, de 13 ans et demi en moyenne. 3% à 6% d'entre eux sont issus de SEGPA, d'ULIS ou de Mission Générale d'Insertion (les MGI). Ils sont 31% à faire l'objet de mesures éducatives, qu'elles soient administratives (15%), judiciaires civiles (9%) ou pénales (4%). Ouverture de nouveaux dispositifs, accroissement du nombre moyen d'élèves pris en charge mais pour des séjours plus courts, c'est tout le système éducatif qui est interpellé dans cet accroissement du mal-être d'un certain nombre de collégiens. Les durées de séjour sont-elles suffisantes ? Manque-t-on de places ? Et après, que font-ils ? Même si 82% de ces jeunes reviennent en collège, pour 7% d'entre eux, on ignore ce qu'ils deviennent. Cette enquête de la DEPP confirme les nécessaires réflexions à mener sur la prévention, les phénomènes de l'adolescence, la formation des personnels... et la place faite aux jeunes dans notre société. La décision du ministère d'instaurer l'alternance au collège dès la classe de 4^{ème} va continuer à faire sortir toujours plus précocement des élèves qui auraient tant besoin d'aides spécifiques adaptées au sein du système éducatif. Mais là, c'est affaire de volonté politique au service des plus faibles. GINETTE BRET



🐭 http://media.education.gouv.fr/file/2011/12/7/DEPP-NI-2011-20-evolution-effectifs-eleves-dispositifs-relais_202127.pdf



J'AIME LIRE

PRIX TAM-TAM 2012

Organisé chaque année par le Salon du livre et de la presse jeunesse et Bayard jeunesse, le prix littéraire « Tam-Tam, j'aime lire 2012 » a été attribué à : « Lettres à plumes et à poils » de Philippe Lechermeier, illustré par Delphine Perret (Thierry Magnier Éditions). Dès septembre 2011, accompagnés par les enseignants, ce sont plus 6 200 enfants de 7 à 12 ans qui se sont passionnés pour les 6 romans en compétition et jusqu'au 26 mars, tous étaient invités à voter pour leur ouvrage préféré.

MUSIQUE PRIM'

TOUT L'UNIVERS MUSICAL À L'ÉCOLE

Le site Musique Prim', développé par l'association Tous pour la musique (TPLM) et l'éducation nationale, met à disposition des enseignants des œuvres musicales et des fiches pédagogiques. Le site permet aussi, dans le cadre de l'Histoire des Arts, de se construire une culture commune par l'écoute musicale en téléchargeant légalement 90 œuvres musicales allant du Moyen-Âge à nos jours et des chansons.

🐭 <http://www.cndp.fr/musique-prim/accueil.html>

LA MAIN À LA PÂTE

QUAND LA TERRE GRONDE

La Main à la Pâte propose aux enseignants « Quand la Terre gronde », un projet pluridisciplinaire pour le cycle 3 du primaire dans le cadre de l'éducation au développement durable, avec l'étude de 3 risques : les volcans, le tsunami, les séismes. La MAP offre aux enseignants un guide pédagogique, sur demande, composée de 4 séquences indépendantes, éclairages scientifiques et pédagogiques, de fiches documentaires et d'outils d'évaluation. Avec un canevas méthodologique permettant aux classes et aux collectivités locales de travailler ensemble sur la prévention des risques.

🐭 <http://www.fondation-lamap.org/fr/risques>

QUESTIONS/RÉPONSES

Sous quelles conditions puis-je utiliser des extraits d'œuvres en guise d'illustration dans mon travail en classe ?

➤ Il convient d'être vigilant sur ces questions, la responsabilité des enseignants pouvant être engagée. Le code de la propriété intellectuelle prévoit une exception aux droits d'auteurs dès lors que la reproduction ou la représentation d'œuvres est destinée aux élèves, que la source est citée et qu'elle est compensée par une rémunération négociée ; il s'agit de l'exception pédagogique, à des fins d'illustration des activités d'enseignement.



Le ministère de l'éducation nationale signe des protocoles d'accords auxquels il convient de se reporter, pour permettre aux enseignants de diversifier leurs supports pédagogiques :

- protocole du 1er février 2012 (BO n° 16 du 19 avril 2012) pour l'utilisation des livres, musique imprimée, publications périodiques et œuvres des arts visuels ;
- protocoles du 4 décembre 2009 (BO n° 5 du 4 février 2010) pour l'utilisation des œuvres cinématographiques, audiovisuelles, l'interprétation vivante d'œuvres musicales, l'utilisation d'enregistrements sonores d'œuvres musicales et l'utilisation de vidéo-musiques.

Les photocopies, quant à elles, relèvent de l'accord du 5 janvier 2012 (BO n° 3 du 19 janvier 2012).

CAPN DU 31 MAI

La prochaine commission administrative paritaire nationale (CAPN) devrait avoir lieu le 31 mai 2012 (sous réserve de confirmation de la date par le ministère). Cette CAPN traitera de l'avancement des détachés en France, ainsi que des stages ASH nationaux (CAPA-SH A, B, C et D ted, DDEEAS, psychologues scolaires). Vous pouvez contacter la section départementale du SNUipp-FSU pour le suivi de votre dossier.

CONGÉ PARENTAL : UNE AVANCÉE

L'article 57 de la loi du 12 mars 2012 vient de modifier certaines dispositions du congé parental. Désormais la ou le collègue en congé parental conservera ses droits à l'avancement d'échelon pour leur totalité dans la première année du congé. Cette première année sera également considérée comme une période de service effectif (puis pour moitié les années suivantes).

LU DANS LE BO

N°18 DU 3 MAI 2012

- Décorations : Cérémonie facultative de réception dans l'ordre des Palmes académiques
- Enseignement de l'orthographe à l'école : Renforcement
- Actions éducatives : Campagne « Pas d'éducation, pas d'avenir ! » 2012 (Quinzaine de l'école publique)

N°13 DU 29 MARS 2012

- Orientations et instructions pour la préparation de la rentrée 2012

N°14 DU 5 AVRIL 2012

- Obligation scolaire : l'instruction dans la famille
- Prévention et lutte contre les risques sectaires : Action de l'éducation nationale

N°15 DU 12 AVRIL 2012

- Défense et sécurité : organisation de la mission de sécurité et de défense
- Examens : Charte de déontologie

N°16 DU 19 AVRIL 2012

- Propriété intellectuelle : Utilisation des livres, de la musique imprimée, des publications périodiques et des œuvres des arts visuels
- Répertoire national des identifiants élèves, étudiants et apprentis : Création
- Échanges franco-allemands : Appel à candidatures pour les échanges entre la France et l'Allemagne campagne 2013
- Actions éducatives : Journée internationale du jazz, journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions
- Séjours professionnels à l'étranger : Programme « Jules Verne » pour l'année scolaire 2012- 2013

Les aventures de Pinocchio

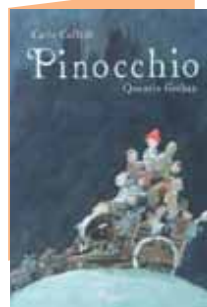
Voici une sélection de versions du conte Pinocchio de Collodi passionnant à comparer.

Grâce à Walt Disney, tout le monde pense connaître Pinocchio, le petit pantin de bois dont le nez s'allonge à chaque fois qu'il ment. Mais le vrai Pinocchio, créé par l'écrivain florentin Carlo Collodi ne lui ressemble guère ! L'histoire fut écrite entre 1881 et 1883 sous la forme d'un feuilleton dans un journal italien pour enfants. Il y eut en tout 36 épisodes, devenus chapitres. Chaque chapitre débute par une petite phrase résumant le texte. C'est un bonheur que de lire les mésaventures tragicomiques de ce garnement de bois insolent, menteur, chapardeur, égoïste, paresseux... Désolé de ne pas avoir de fils, Gepetto, un pauvre menuisier italien fabrique dans une bûche un pantin qui bizarrement rit et parle comme un enfant et qu'il nomme Pinocchio. Mais, le pantin s'échappe et le cher Gepetto qui court à sa recherche n'est pas au bout de ses peines ! Du Champ des miracles au Pays des Joujoux, les péripéties s'enchaînent pour Pinocchio qui alterne les promesses et les récidives. Il est pendu, transformé en âne, il est dévoré, il est avalé par un requin dans l'estomac duquel il retrouve... Gepetto. Bref, protégé par la Fée aux cheveux bleus, il devra passer par de multiples épreuves pour devenir, un jour, un vrai petit garçon conforme à la morale de l'époque. Le conte original a engendré une multitude d'adaptations pour enfants et adultes : albums illustrés, bandes dessinées, films, séries animées, théâtre... variations qu'il est passionnant de comparer.



PINOCCHIO (The Pied Piper of Hamelin)
(A) ill. N. Novi - Rue du monde (28,50€).
Dès 10 ans.
Sur la couverture, l'enfant Pinocchio serre dans sa main

son double, un petit pantin à son image, et les illustrations dansantes et colorées de N. Novi mettent en valeur l'aspect humain et tendre du personnage.



LES AVENTURES DE PINOCCHIO (A)
ill. Innocenti - Gallimard.
Dès 11 ans (cf. Bibliothèques)
Magnifiques illustrations minutieuses d'Innocenti qui situent le conte au

XVIII^e siècle, dans l'Italie rurale des petites gens du Nord.

PINOCCHIO (A) ill. Q. Gréban - Mijade 2010 (16,95€)
Dès 9 ans
Des personnages tout en rondeurs et des teintes pastel qui adoucissent le conte.

PINOCCHIO (A) ill. J.M. Rochette - Casterman 2000 (cf. Bibliothèques)
L'illustration en brun et noir propose l'image d'un garnement effaré, égaré dans un monde sinistre.

PINOCCHIO (A) ill. R. Topor. Autrement 2008 (23,40€) Ados/Adultes
Beaux dessins fantasmagoriques et troublants.

Citons encore

LES AVENTURES DE PINOCCHIO : HISTOIRE D'UN PANTIN - (poche FJ)
ill. Chiostrì - Gallimard 2009 (6,90€)
PINOCCHIO (A) ill. J.F. Dumont - Flammarion 2004 (22€)
PINOCCHIO (A) ill. S. Fanelli - Albin Michel (15,20€)



Adaptations **PINOCCHIO (A)**
ill. M.A.C. Quarellò, Adapté par L. Chapuis - Milan 2011 (16,50€)
Dès 8 ans
Le texte est allégé mais la langue très

dialoguée reste savoureuse. Les illustrations assez sombres soulignent le côté cruel du conte.

PINOCCHIO (BD) Winchluss - Les requins marteaux 2008 (23,60€) Ados/Adultes
Prix de meilleur album du Festival d'Angoulême 2009, cette BD est une version complètement déjantée, et oh combien iconoclaste du « Pinocchio » de Carlo Collodi. Ici, Pinocchio est un petit robot indestructible, le seul à ne pas mentir au milieu de personnages plus abjects les uns que les autres, y compris Gepetto son créateur, qui cherchera à vendre « son invention » aux militaires particulièrement stupides. Le graphisme, lui, explore de multiples courants, du plus trash au plus poétique en passant par le rétro et le minimalisme. Le tout est bien sûr politiquement incorrect. Bref, un ovni, à découvrir...

Films

1940 : film d'animation de Walt Disney, sympa, mais qui affadit le personnage : un Pinocchio en costume autrichien, timide marionnette aux yeux candides.

1972 : superbe feuilleton télévisé, puis film de L. Comencini, fidèle à Collodi. G. Lollobrigida joue la Fée aux cheveux bleus.



2002 : film de R. Benigni et V. Cerami.
Intéressante adaptation où le rôle de Pinocchio est tenu par Benigni lui-même.

MARIE-CLAIRE PLUME

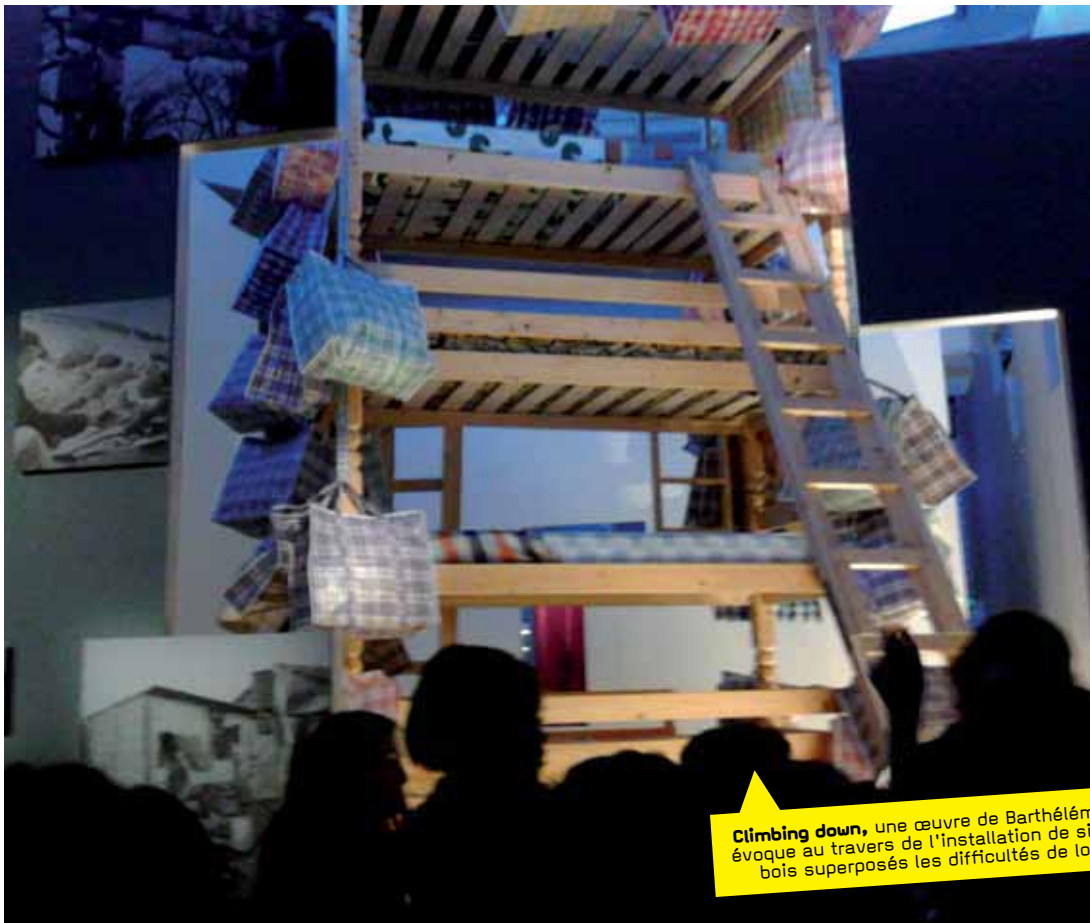
HISTOIRES DE VIES IMMIGRÉES

Le hall du Palais de la Porte dorée résonne des pas et des bruits des classes. Si les petits se dirigent vers l'aquarium, les plus grands montent le large escalier qui abrite depuis 2007 l'exposition permanente de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. C'est le chemin qu'ont pris les élèves de CM2 de l'école Valmy de Charenton. Une première visite guidée par Christiana qui explique qu'« un quart des français a au moins un grand-parent immigré », c'est dire si l'immigration est une donnée primordiale de l'histoire des Français. Ici l'histoire prend appui sur les parcours de vie, les objets et l'art. Au travers d'un reportage photo, les enfants sont amenés à découvrir le parcours du Cameroun vers la France de Kingsley. « *On ne part pas sur un coup de tête* » commente la guide à partir d'une photo qui montre Kingsley en discussion avec sa famille avant le départ. Et l'aventure ne fait alors que commencer dans une terre d'accueil bien souvent hostile. Au fil de l'exposition, les élèves réagissent,

s'interrogent et les questions d'actualité surgissent au détour de commentaires « *On a bien le droit de refuser l'entrée des terroristes ?* » La guide recadre la discussion sur les motivations de Kingsley, de Marie Curie. Pour Benoit Falaize, directeur du centre de ressources de la CNHI, c'est tout l'intérêt de la cité que de permettre d'aborder la question de l'immigration dans une perspective historique pour échapper à l'actualité et à ses raccourcis. Devant l'affiche rouge, une élève prend la parole. Elle connaît l'histoire de Manouchian, sa famille est d'origine arménienne. La visite se termine par le visionnage d'un triptyque vidéo « *Mother Tongue* » dans lequel l'artiste Zenib Sénira, sa mère et sa fille dialoguent deux par deux sur trois écrans. La communication semble rompue entre la petite-fille et sa grand-mère qui ne comprennent pas la langue de l'autre. L'histoire de l'immigration, c'est d'abord des histoires de vies.

LYDIE BUGUET

✂ <http://www.histoire-immigration.fr>



Climbing down, une œuvre de Barthélémy Toguo évoque au travers de l'installation de six lits en bois superposés les difficultés de logement.

EN BREF

TTC

L'ENSEIGNANT ET LES CONNAISSANCES EN LIGNE

Divina Frau-Meigs, professeur à la Sorbonne en sciences de l'information et de la communication, experte auprès de l'Unesco et auteure de plusieurs ouvrages sur l'éducation aux médias, explique en quoi selon elle le libre accès en ligne des connaissances modifie le rôle de l'enseignant. Pour elle, nous sommes entrés dans « l'ère cybérisme » qui nécessite de revisiter les compétences que doivent acquérir les enfants et les jeunes.

✂ Rubrique *L'école/Témoignages*

GOOGLE

GOOGLE ART PROJECT, UN MUSÉE EN LIGNE

Google lance une nouvelle version de son musée en ligne : le Google Art Project, avec 32 000 œuvres issues de 151 institutions à travers le monde. Ce musée en ligne permet ainsi de se cultiver, gratuitement, en bravant les frontières et les distances, assis devant son ordinateur. Les « visiteurs » sont totalement libres d'organiser leur visite virtuelle, comme d'effectuer un tri des œuvres par artiste ou par musée, ou circuler dans les galeries et se perdre dans les couloirs..

✂ <http://www.googleartproject.com/fr/>

NATURE

LA FETE DES MERS

Du 8 au 10 juin se tiendront les journées de la mer organisées par le ministère de l'écologie. Partager la découverte et la passion de la mer avec le grand-public, tel est l'objectif de cette manifestation qui a lieu chaque année. Les établissements scolaires peuvent à cette occasion organiser un projet pour faire découvrir la mer et le littoral ou assister aux manifestations déjà programmées.

✂ Plus d'infos sur <http://www.agissons.developpement-durable.gouv.fr>

Élections municipales Droit de vote pour les étrangers ?

Le droit de vote et d'éligibilité des étrangers non membres de l'Union européenne aux élections municipales a été un des enjeux de la campagne présidentielle.

Bref historique d'un long combat citoyen.

Un résident étranger qui n'est pas membre de l'Union européenne (ces derniers ont le droit de vote aux élections municipales par le traité de Maastricht) n'a ni le droit de voter, ni celui de se présenter aux suffrages des électeurs aux élections locales du lieu où il réside. Lui donner le droit de vote pour des élections concernant les orientations et la direction d'un territoire où il vit, travaille et paye ses impôts semble pourtant relever d'une élémentaire logique et d'un droit à la citoyenneté au sens propre du terme.

En Europe, la Belgique, le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suède et plusieurs cantons suisses accordent le droit de vote pour les élections locales à tous les étrangers qui peuvent attester d'un certain nombre d'années de résidence sur leur territoire. L'Irlande fait mieux encore, puisqu'elle a voté ce droit sans conditions. L'Espagne le Portugal et le Royaume-Uni l'accordent également, mais sous certaines conditions, comme la réciprocité dans le pays originel du ressortissant étranger. A l'inverse, comme la France, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie refusent le droit de vote aux étrangers. Il est vrai que dans ces trois derniers pays, la culture politique est au droit du sang, là où la France affiche le droit du sol. Pourquoi alors un résident étranger qui vote aux élections professionnelles, prud'homales, de la sécurité sociale et peut être élu au conseil d'école ou délégué du personnel, reste-t-il privé de droits civiques locaux ?

« Votation citoyenne »

En 1981, François Mitterrand fait du vote des étrangers aux élections municipales l'une de ses 110 propositions. Ce qu'elle restera. A l'élection suivante, en 1988, il renouvellera sa position de principe, regrettant « *que l'état des mœurs ne le permette pas* ». Remarque qui aurait également valu pour l'abolition de la



Le candidat Hollande s'est engagé à donner le droit de vote aux étrangers pour les élections locales et sous certaines conditions.

peine de mort, minoritaire dans l'opinion publique et pourtant mise en œuvre. En fait, un événement s'est produit dans la vie publique qui commence à paralyser la sphère politique : la montée en puissance du Front national.

Dès lors, ce sont surtout associations et syndicats qui mènent la lutte. Ils le feront avec le collectif « Votation citoyenne » (dont la FSU est membre) et obtiendront de la majorité de gauche à l'Assemblée une proposition de loi constitutionnelle allant dans ce sens. Le Sénat, à majorité de droite, s'y opposera. Passé à gauche en 2011, il finira par adopter la proposition de 2000. Mais l'Assemblée n'est plus à gauche. C'est dire qu'avec l'élection de François Hollande, qui propose et le droit de vote et l'éligibilité au conseil municipal (mais pas au poste de maire, ni à celle de grand électeur du Sénat), et si les Français choisissent une majorité de gauche à l'Assemblée, rien ne pourra plus s'opposer au droit de vote pour les étrangers. JACQUES MUCCHIELLI

LEUR AVIS

FRANÇOIS FILLON (UMP)

« La gauche s'engage dans une voie dangereuse avec légèreté ». C'est un "travail de sape d'un des fondements de notre République. »

CLAUDE GUÉANT ANCIEN MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

« On vote parce que l'on est citoyen, on est citoyen parce que l'on est français, on n'est pas citoyen parce que l'on habite en France. »

MARTINE AUBRY PREMIÈRE SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE

« Le droit de vote des étrangers aux élections locales, c'est l'évidence d'une participation à la vie de la cité à laquelle ont naturellement droit tous ceux qui vivent, qui travaillent et qui paient des impôts depuis plusieurs années. »

CONSEIL DE L'EUROPE

« Chaque partie s'engage [...] à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales à tout résident étranger, pourvu que celui-ci remplisse les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux citoyens et, en outre, ait résidé légalement et habituellement dans l'État en question pendant les cinq ans précédant les élections. » Convention du 5 février 1992, article 6.

VOTATION CITOYENNE

« La citoyenneté est le droit pour toute personne de participer aux prises de décision qui la concernent. Etrangers comme nationaux sont impliqués dans la vie de la cité et le « vivre ensemble » : ils participent à la vie économique, sociale et associative et contribuent déjà à la vie citoyenne en étant responsables d'associations.

EN BREF

LA COLO

TEMPS DE TRAVAIL
DES MONO

Après l'amendement Baguet qui entérinait un temps de repos des personnels de centre de vacances comme tout salarié et fragilisait ainsi les finances des associations gérantes des centres, marche arrière du MEN! Un décret paru au JO du 27 avril, a créé un système particulier de repos compensateur pour les moniteurs.

ONPES

AUGMENTATION DE LA
PAUVRETÉ DEPUIS 2004



L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) a remis son rapport annuel sur l'état de la pauvreté en France. Il souligne une lente tendance à l'augmentation de la pauvreté en France depuis 2004, qui touche en 2009 près de 8,2 millions de personnes, soit 13,5% de la population. Les tendances présentes (accentuation de la précarité en emploi, réévaluation partielle des minima sociaux...) laissent présager une poursuite de l'augmentation de la pauvreté.

IMPÔTS

DÉCLARATION
IMPÔTS SUR LE REVENU 2011

Quelques éléments utiles à connaître pour bien compléter sa déclaration annuelle des revenus pour 2011 : date et délai, heures défiscalisées, ISSR, IRL, logement de fonction, montants à déclarer...

✂ Rubrique *La carrière/Les rémunérations*

Roland Tournier, enseignant sur l'île d'Houat



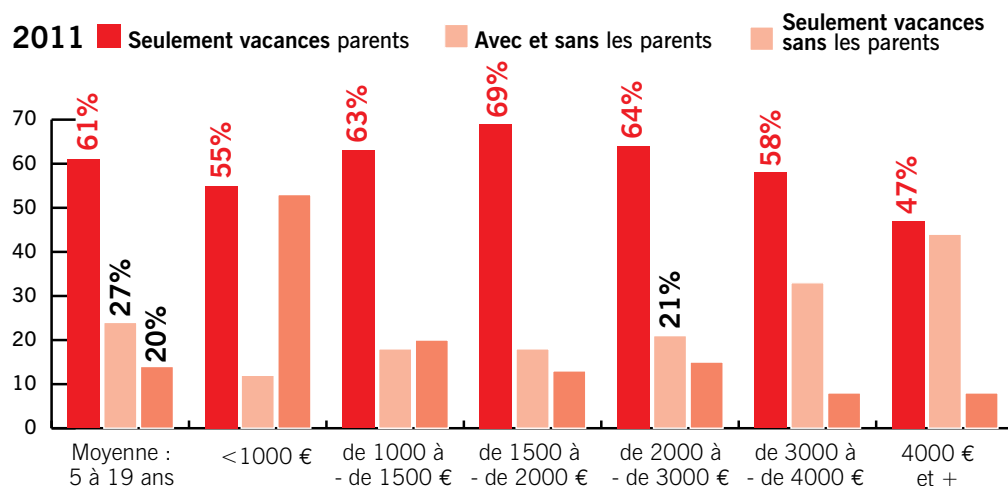
Quand il postule en 1984 sur un poste d'instituteur de l'île de Houat, Roland Tournier ne suppose pas que les conditions de vie et d'enseignement qu'il va trouver sur cette toute petite île du Morbihan vont le retenir certainement jusqu'à la fin de sa carrière.

52 enfants sont alors scolarisés sur l'île de 3,3 km de long et fréquentent pour moitié l'école publique alors que les autres sont inscrits à l'école privée. Près de trente ans plus tard, les choses ont bien changé : les élèves ne sont plus qu'une dizaine et il ne reste qu'une seule école. Il y a 3 ans, alors que la fermeture de l'école publique était déjà programmée, un débat public a été initié par la mairie pour que les habitants se prononcent sur le devenir scolaire des

enfants de l'île. La population houataise a alors opté pour la fermeture de l'école privée et a ainsi pu obtenir le maintien de l'école publique. C'est avec soulagement que Roland Tournier a accueilli cette nouvelle, lui qui est attaché à la classe unique encore plus qu'à l'île de Houat. « Etre enseignant sur Houat, c'est avant tout être enseignant en classe unique. L'insularité et la ruralité présentent les mêmes caractéristiques. Tous les élèves sont différents et ne sont jamais en compétition les uns avec les autres. C'est l'école de la solidarité, où il est logique que les grands aident les plus jeunes, que l'on collabore pour mener à bien des projets. » Avec l'utilisation des outils informatiques dont l'école est largement équipée, l'isolement scolaire est surmonté : les échanges avec d'autres classes sont nombreux et les rencontres régulières.

ROLAND TOURNIER SE REND UNE FOIS PAR MOIS SUR LE CONTINENT... QUAND L'OcéAN LE PERMET ET QUE LE BATEAU-NAVETTE PEUT NAVIGUER.

VACANCES DES ENFANTS : UNE INJUSTICE SOCIALE



VACANCES AVEC ET/OU SANS LES PARENTS SELON LE REVENU

Depuis 2004, le taux de départ en vacances des enfants et des jeunes ne progresse plus et les inégalités se renforcent. Chaque année 3 millions d'entre eux ne partent pas en vacances (25% de la population des 5-19ans). L'accès aux camps et colonies de vacances est le plus marqué par les inégalités: 88% des familles ayant fait partir leur enfant dans des séjours collectifs n'auraient pu le faire sans des aides au départ qui ciblent principalement les familles les plus défavorisées. Source : Enquête INSEE.

Rapport Fourgous : rien de nouveau sur les écrans

« 97% des enseignants jugent positivement l'utilisation des TICE. Le pari est gagné ! » affirme le député Fourgous qui feint d'ignorer les disparités et les inégalités entre écoles en matière d'équipement et de formation des enseignants.

Le député Fourgous a publié en avril le second volet de son rapport sur la modernisation de l'école par le numérique. Le premier datant de 2010 avait été plutôt bien accueilli par la communauté enseignante. Celui-ci est entièrement consacré à l'innovation pédagogique et aux mesures proposées, qui pourraient susciter l'intérêt... à la nuance près qu'elles sont en profond décalage avec la réalité du terrain et semblent méconnaître les pratiques existantes.

Apprentissages et nouvelles technologies

Le rapport Fourgous constitue un plaidoyer pour la généralisation de l'utilisation des TICE à l'école et liste les pistes qui pourraient ainsi être exploitées : de la construction d'une intelligence collective au développement de la

créativité en passant par la conquête d'une plus grande autonomie, le programme est séduisant. Le député préconise aussi d'utiliser les outils numériques et interactifs afin de passer de la seule évaluation sommative à une évaluation formative et à l'autoévaluation des élèves. La question des moyens pour parvenir à mettre en œuvre ce programme est à peine effleurée et c'est là que le bât blesse.

Quid de la formation et des collectivités ?

Le député, s'il prône « un plan de formation massif aux outils et aux usages », et un « référentiel national de compétences professionnelles » qui servirait de base pour la formation et le recrutement, ne semble pas connaître la réalité de la formation initiale et celle, pire encore, de la formation continue. Il évoque des

formations entre pairs et les auto-formations en e-learning sans formellement dégager d'heures sur le temps de service et il envisage de labelliser les enseignants les plus performants et les plus innovants qui se sont le plus souvent formés... à l'extérieur de l'institution. En matière d'équipement, les lacunes de ses propositions sont du même ordre : pratiquement rien n'est dit des collectivités locales qui pourtant supportent la part la plus importante de l'investissement et de la maintenance du parc informatique. Plein de bonnes intentions, ce rapport risque de tomber rapidement aux oubliettes faute de moyens de financer les mesures qu'il préconise. Le SNUipp continue de demander l'élaboration d'une convention Etat-communes qui définit la hauteur des financements pour l'achat du matériel et la mise en place d'un référentiel national pour la formation. CLAUDE GAUTHERON

Antoine Anderson, fondateur du cabinet GUIDFI, intervenant pour le compte de l'OZP : « Dispositifs de réussite éducative : Bilan et perspectives »

2 QUESTIONS A



« Les PRE ont atteint une certaine maturité »

Les Programmes de réussite éducative (PRE) ont-ils fait leur preuve ?

Ce dispositif créé en 2005 a pour objectif de toucher les jeunes en difficulté issus des territoires prioritaires afin de favoriser leur réussite et de promouvoir « l'égalité des chances ». Je dirais que les PRE sont plus performants et qu'ils sont plus matures dès lors qu'ils touchent leur public cible, mais aussi en terme d'organisation et de savoir-faire. Les équipes qui les animent sont plus étoffées. Les équipes pluridisciplinaires plus nombreuses montrent que le dispositif est capable de mobiliser un large partenariat. De plus, ils apportent des réponses qui existaient peu ou pas avant leur mise en place. Les par-

cours individualisés représentent plus de la moitié des actions engagées. Le principal domaine d'intervention reste le scolaire avec 44% des actions qui y sont consacrées comme l'accompagnement scolaire, la prévention du décrochage... Pour le reste 22% des actions concernent le soutien aux familles, 10% la santé et 24% se répartissent entre citoyenneté, les loisirs, le sport et la culture. Il nous manque aujourd'hui une évaluation des effets du dispositif et du devenir des bénéficiaires.

Quels obstacles constatez-vous encore au fonctionnement des PRE ?

Les PRE ne s'inscrivent pas dans des politiques éducatives locales globales et cohé-

rentes. Je plaide pour la définition d'objectifs forts, conjoints à l'EN et aux collectivités territoriales, qui permettraient de penser de façon complémentaire l'offre éducative, dont la place de la réussite éducative en direction de ceux qui en ont le plus besoin. Aussi, il serait utile de mieux définir ce qu'est la réussite éducative et la notion de parcours : où commence-t-il et où se termine-t-il ? Les débats entre professionnels sur leurs représentations des familles ont bien du mal à afficher quelques règles déontologiques et une stratégie en direction des familles. Ce sont des freins pour l'action. La relation à la famille reste essentielle et mériterait un programme de médiation / formation.

PROPOS RECEUEILLIS PAR LYDIE BUGUET

JUSQU'AU 18 JUIN 2012 À PARIS

**EXPOSITION MATISSE
AU CENTRE POMPIDOU**

L'exposition « Matisse, paires et séries » illustre un aspect singulier de l'oeuvre de ce peintre: l'exploration répétitive d'un même sujet, d'un même motif, autour de 60 peintures, certaines réunies pour la première fois. Le double, la répétition, la variation, la reprise, l'opposition, autant de thèmes qui sont au coeur même de l'oeuvre d'Henri Matisse qui n'a cessé de reprendre, de corriger, de répéter les mêmes compositions. Dossier pédagogique, conférenciers au service des scolaires, possibilité de réaliser une oeuvre, tout est prêt pour accueillir les classes, de tous les niveaux.

✚ <http://www.centrepompidou.fr/education/ressources/ENS-matisse/ENS-matisse.htm>

DU 31 MAI AU 3 JUIN À PARIS

**13ÈME SALON CULTURE ET
JEUX MATHÉMATIQUES**

« Maths en Scènes », thème de cette année permettra de mettre en lumière la richesse des liens qui lient de nombreux domaines culturels aux mathématiques. Une brochure « Maths en Scènes Express », éditée à 10 000 exemplaires, écrite en collaboration avec de nombreux acteurs culturels, proposera des articles grand public liés à la thématique dans les domaines de la musique, du cinéma, du théâtre, de l'art burlesque, de la poésie, de la peinture, de la sculpture.

✚ <http://www.cijm.org/>

DU 12 AU 27 MAI

**QUINZAINE DU COMMERCE
ÉQUITABLE**

Le CRDP Aix-Marseille a produit un dossier qui met à disposition des pistes de réflexion autour du développement durable et du commerce équitable, des exemples d'exploitation de ressources (exposition, kit pédagogique, DVD) et des productions de classe.

✚ <http://www.cndp.fr/crdp-aix-marseille/spip.php?rubrique42>

CINÉMA

FILMS DE JEUNESSE

Thomas Bardinet, en réalisant *Nino*, inaugure une forme nouvelle de la biographie filmée. Il a imaginé l'adolescence de Nino Ferrer en écoutant ses chansons, préférant être fidèle à ses propres impressions d'admirateur qu'à la réalité historique. Autre rareté dans le cinéma d'aujourd'hui : Bardinet est l'équipe du film à lui tout seul. Scénariste, metteur en scène, directeur de la photo, cadreur, ingénieur du son, monteur, il est sur tous les postes. Il a rencontré une troupe de théâtre constituée depuis dix ans et où les comédiens avaient vingt ans en moyenne ! Et il leur a distribué les rôles de ses croisements amoureux imaginaires. Dans un été 1950 reconstitué, où les amours sont difficiles et tendres, au plus près de ces adolescents tourmentés, Bardinet les inscrit

dans une lumière délicate et réalise un très grand film. Loin de lui, un autre film délicat et d'une merveilleuse justesse, *Querelles*, première oeuvre de l'Iranien Morteza Farshbaf. Un petit garçon traverse le pays dans la voiture de ses oncle et tante. Il ne sait pas que ses parents viennent de périr dans un accident et les deux adultes qui l'accompagnent, sourds-muets, supposent qu'il ne comprend pas le langage des signes. Malgré ce sujet étrange, le film est gai, plein de rebondissements, de rencontres chaleureuses. Et si le fond de l'affaire, c'est-à-dire le statut de la vérité, la transmission du langage et des idées, est l'objet d'une méditation profonde et sérieuse de la part de ce cinéaste débutant, on ne s'ennuie jamais dans ce road-movie toujours surprenant. Les Iraniens ont décidément un génie particulier pour dire l'essentiel sans prendre jamais le risque, fatal chez eux, du discours explicite. RENÉ MARX

MUSIQUE

EN CHANSON

Le sixième Festival des mots dits « Aubercail » se tiendra à Aubervilliers du 22 au 26 mai. Chaque année le festival rend hommage à un artiste ambassadeur d'une certaine tradition poétique musicale. Cette année, l'hommage sera rendu au chanteur poète Allain Leprest disparu en août dernier dont Nougaro disait : « *Je considère Allain Leprest comme un des plus foudroyants auteurs de chansons que j'ai entendus au ciel de la chanson française* ». Le festival fait la part belle aux mots, avec des auteurs comme Jofroi, Agnès Bihl, Moussu T, Chloé Lacan, et une programmation jeune public de qualité (Merlot, Mon pantalon est décousu). La chanson dans tous ses états, intergénérationnelle, aux accents jazz rock, funk ou afro. Didier jeunesse nous embarque pour un étonnant voyage en chansons du Brésil au Vietnam avec ce dernier livre disque « *Chansons du monde* » dans la collection Comptines du monde. Les paroles des chansons sont reproduites dans leur alphabet d'origine, traduites en français et accompagnées d'instruments traditionnels. On retrouve la riche palette des illustrateurs de la collection. LAURE GANDEBEUF



**FESTIVAL AUBERCAIL DU 22 AU
26 MAI 2012 À AUBERVILLIERS
ESPACE FRATERNITÉ**

**CHANSONS DU MONDE: 22 CHANSONS
DU BRÉSIL AU VIETNAM DIDIER
JEUNESSE**

Marie Rose Moro, psychiatre pour enfants et adolescents, directrice de la Maison des adolescents de Cochin, Maison de Solenn

ENTRETIEN AVEC

« Avoir le désir de la langue pour l'habiter »

« *Enfants de l'immigration, une chance pour l'école* », fallait-il un livre pour s'en convaincre ?

Oui, parce qu'encore aujourd'hui dans un pays qui a une tradition d'immigration ancienne comme la nôtre, on peut encore entendre que les enfants de l'immigration sont le principal problème de l'école française. Je fais référence ici aux propos du ministre Claude Guéant. Mais s'il l'a dit explicitement, c'est qu'il s'y sentait autorisé car cela correspond à des représentations sociales. Des personnes se sont insurgées dans la presse mais ce débat est resté une affaire de spécialistes et on n'a ni assisté à un tollé général dans le monde social ni dans celui de l'éducation. Ce qui est inquiétant, c'est qu'une opinion est devenue une évidence, un fait avéré. Le titre de ce livre prend le contrepied de cette fausse vérité.

Les enfants de l'immigration ne sont-ils pas des élèves comme les autres ?

Dans l'absolu, la meilleure chose que l'on puisse faire, c'est les traiter comme les autres. Mais ce n'est pas ce qui se passe. Ils ont des compétences linguistiques que l'on ne leur reconnaît pas. C'est un atout parmi d'autres que l'école ignore. Dans les familles migrantes, il existe un désir de réussite plus grand mais qui ne se concrétise pas à l'école. Ces enfants sont une chance pour les autres car ils représentent une société moderne multiculturelle, l'occasion pour une classe d'évoquer des questions historiques, géographiques, sociales, internationales... Mais encore faudrait-il que la diversité soit valorisée à l'école. On sait par ailleurs que la réussite scolaire est corrélée au niveau social des familles. Pour les enfants qui sont loin des codes de l'école, il faut une organisation, des moyens pour les aider à les comprendre. Et quand ces enfants arrivent à avoir le désir de la langue française, ils peuvent l'habiter et alors ils sont comme les autres enfants. Or, un enfant en banlieue coûte moins cher qu'un élève à Paris. On ne se donne pas les moyens de leur apporter ce désir de langue.

Quelles sont les pratiques qui devraient être favorisées ?

Il faut d'abord introduire dans la formation des enseignants des disciplines qui aident à changer leur regard sur ces enfants. La linguistique mais aussi l'anthropologie, l'ethnologie, l'histoire sont autant d'éléments qui

permettraient aux enseignants de comprendre les atouts de ces enfants, ce qu'ils peuvent en faire. La question des parents est aussi essentielle, il faut qu'ils viennent à l'école en confiance, qu'ils s'y sentent bien. Il est aussi important que l'institution soit le reflet de la société actuelle, les enseignants doivent être issus de la diversité. Il faut développer la discrimination positive. Les parents migrants doivent connaître les filières d'excellence au même titre que les autres et une place doit être faite à leurs enfants pour qu'ils puissent rentrer dans ces filières. Enfin, au primaire, il est indispensable que les enfants sachent lire et écrire à la sortie de l'école. Pour cela, il faut de petites classes dans lesquelles on adapte si besoin des méthodes de Français langue étrangère aux méthodes de lecture.

Vous insistez sur la chance qu'est le bilinguisme...

Les travaux sur la question montrent que les enfants bilingues ont des compétences métalinguistiques et cognitives plus grandes. Je plaide pour que la pédagogie ne soit pas fermée aux travaux scientifiques qui éclairent les pratiques. Les enseignants voient que les enfants peuvent être en difficulté pour un certain nombre d'entre eux. Et c'est vrai qu'il leur faut parfois quelques mois supplémentaires car le mécanisme de passage d'une langue à l'autre peut être difficile pour certains d'entre eux. Si un enfant ne maîtrise pas le sujet c'est peut-être que dans sa langue le sujet n'existe pas. Cela nécessite une explicitation plus grande mais qui sert à tous. La théorie du bain linguistique des années 70 a montré ses limites. Depuis on sait que c'est dans un contact actif à la langue que l'enfant peut se sentir capable de l'apprendre. Et pour ça, on peut s'appuyer sur sa langue maternelle. A ne pas le faire, on prend le risque que l'enfant se construise une image de lui extrêmement négative et qu'il se sente incompetent. C'est sans doute la pire des conditions pour apprendre.

PROPOS RECUEILLIS PAR LYDIE BUGUET



CHEF DE FILE DE LA PSYCHIATRIE TRANSCULTURELLE EN FRANCE, MARIE ROSE MORO EST L'AUTEUR DE « ENFANTS DE L'IMMIGRATION, UNE CHANCE POUR L'ÉCOLE », ÉD BAYARD, 2012.